

**Module 2 / Partie 3 : Économie et sociologie du développement**

# **ÉCONOMIE ET SOCIOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT**

# Plan

## **1. Les inégalités de développement**

- a. Les formes des inégalités de développement
- b. Développement et inégalités
- c. Expliquer le sous-développement

## **2. Stratégies et soutenabilité du développement**

- a. Développement autocentré ou développement extraverti ?
- b. Croissance polarisée ou croissance équilibrée ?

## **3. Sociologie des institutions et du développement**

- a. La modernisation de l'économie par le marché
- b. La réhabilitation du rôle de l'État

Tiré d'une métaphore biologique, le concept de développement suggère une perspective évolutionniste linéaire : toutes les sociétés devraient emprunter le même chemin pour parvenir à la maturité et donc à la modernité. Il suffirait alors de copier le modèle suivi par les pays développés. Cependant, les débats entre économistes sont nombreux, en particulier sur le rôle de l'ouverture économique comme solution pour sortir du sous-développement. De même, le désaccord porte sur la place de l'État et des institutions : pour les libéraux, les mécanismes de marché doivent permettre au processus de développement de s'enclencher naturellement ; pour d'autres au contraire, l'État doit jouer un rôle essentiel.

# 1

## LES INÉGALITÉS DE DÉVELOPPEMENT

Il est courant d'entendre dire que les inégalités de développement entre pays se réduisent et que les PED profitent de la mondialisation via les transferts de technologie, les IDE. C'est d'ailleurs une réalité pour les pays « émergents ». Mais les écarts de développement se creusent aussi, notamment pour les PMA. À cela s'ajoutent des inégalités croissantes au sein des populations.

# 1.1.

## LES FORMES DES INÉGALITÉS DE DÉVELOPPEMENT

Les inégalités de développement entre pays se traduisent par l'inégale satisfaction des besoins des populations dans des domaines aussi vitaux que la santé, l'alimentation ou l'éducation. La mesure de ces inégalités ne peut donc reposer sur un indicateur quantitatif comme le PNB par habitant ; c'est pourquoi de nombreux indicateurs qualitatifs (IDH, IPH, IPM) sont utilisés.

## L'APPROCHE PAR LE NIVEAU DE VIE : LES INSUFFISANCES DU PNB/TÊTE

Pour des raisons de commodité, l'analyse du sous-développement a d'abord utilisé un critère facile à mettre en œuvre : le niveau de vie, mesuré par le produit par habitant, a longtemps rempli cette fonction. L'amalgame souvent fait entre développement et croissance explique la généralisation de cet instrument. Le fait de retenir le PNB plutôt que le PIB peut conduire à une réduction significative de l'agrégat de richesse nationale : un pays très ouvert à l'investissement international subira d'importants flux de revenu sortants (paiements d'intérêts, rapatriements de profits).

Les écarts de développement se réduisent-ils ou augmentent-ils ? Cette observation est cruciale pour deux raisons : l'une théorique et l'autre empirique. Sur le plan théorique, les modèles de croissance ont des prédictions variées quant à la question de la convergence des pays en matière de développement économique. Il peut donc être intéressant d'apporter des éléments statistiques au débat. Sur le plan empirique, il est nécessaire de dresser un premier bilan des différentes stratégies de développement mises en place dans les économies du Sud. Observer la croissance du produit par habitant, c'est relever la performance globale des politiques de développement.

## L'APPROCHE PAR LE NIVEAU DE VIE : LES ÉCARTS SE CREUSENT

Entre 1965 et 1990, la croissance annuelle du produit réel par habitant a été en moyenne de 2,9 % pour l'ensemble des PED contre 2,4 % pour les pays industrialisés. Ces données posent déjà quelques problèmes d'interprétation. **Si l'écart relatif a diminué, puisque la croissance est plus forte au Sud qu'au Nord, cela correspond en fait à une augmentation de l'écart absolu.** Ce dernier se mesure comme l'écart en dollars entre les produits par tête des deux groupes. En effet, la croissance doit être beaucoup plus forte dans les PED pour que l'écart absolu diminue. Ainsi, une augmentation de 10 % sur un produit de 1000 dollars équivaut à un accroissement de 1 % sur un produit de 10 000 dollars.

L'information doit être également relativisée sur le plan spatial et temporel : **une moyenne pour l'ensemble des pays en développement n'a guère de sens dès lors que l'on observe un groupe hétérogène.** Si certains pays d'Asie de l'Est ou d'Amérique latine ont pu connaître un rattrapage, l'Afrique subsaharienne a vu sa situation se détériorer avec une croissance annuelle moyenne du PNB/habitant inférieure à 1 % sur la même période. De même, le développement a connu des périodes très distinctes depuis les années 60. Les données de la croissance montrent que les années 80 ont été une « décennie perdue » pour le développement. Entre 1980 et 1992, l'écart relatif a augmenté puisque le PNB/tête a cru en moyenne de 0,9 % dans les PED contre 2,3 % pour les PDEM. Si l'on exclut quelques cas exceptionnels (Chine, Inde), le groupe des pays à faible revenu a connu une réduction de son niveau de vie sur la période récente (−1,4 % par an sur 1985-95).



# CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT

Le développement englobe des bouleversements plus grands (valeurs et normes sociales, structure sociale, etc.) que le simple processus de croissance économique : **le développement est par nature un phénomène qualitatif** de transformation sociétale (éducation, santé, libertés civiles et politiques...) alors que la croissance économique est seulement un phénomène quantitatif d'accumulation de richesses.

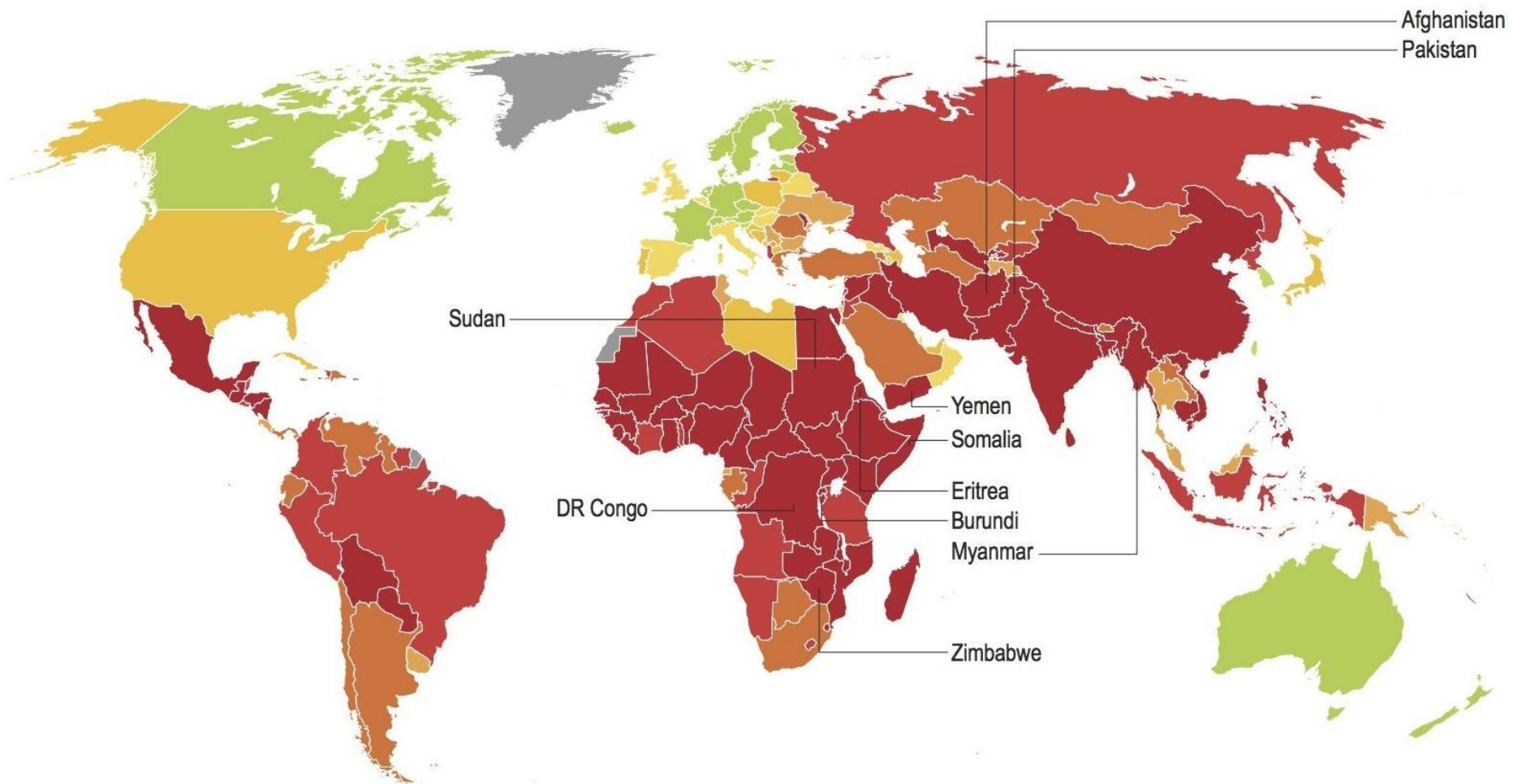
Ainsi le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) définit le développement comme le fait d' « élargir l'éventail des possibilités offertes aux hommes ». Cette définition est inspirée de la théorie des « besoins essentiels (ou élémentaires) » créée dans les années 1970 par le Bureau international du travail (BIT).



**Le développement y est caractérisé par la disponibilité d'un minimum de biens pour assurer la survie (alimentation, habillement, etc.) et de services de base comme la santé ou l'éducation.** Les besoins essentiels sont définis par le fait qu'ils sont quantifiables, universels et facteurs de croissance économique.



Le PNUD propose ainsi **quatre critères pour mesurer le niveau de développement** d'un pays :

- la productivité qui permet d'enclencher un processus d'accumulation ;
- la justice sociale : les richesses doivent être partagées au profit de tous ;
- la durabilité : les générations futures doivent être prises en compte (dimension à long terme du développement) ;
- le développement doit être engendré par la population elle-même et non par une aide extérieure.

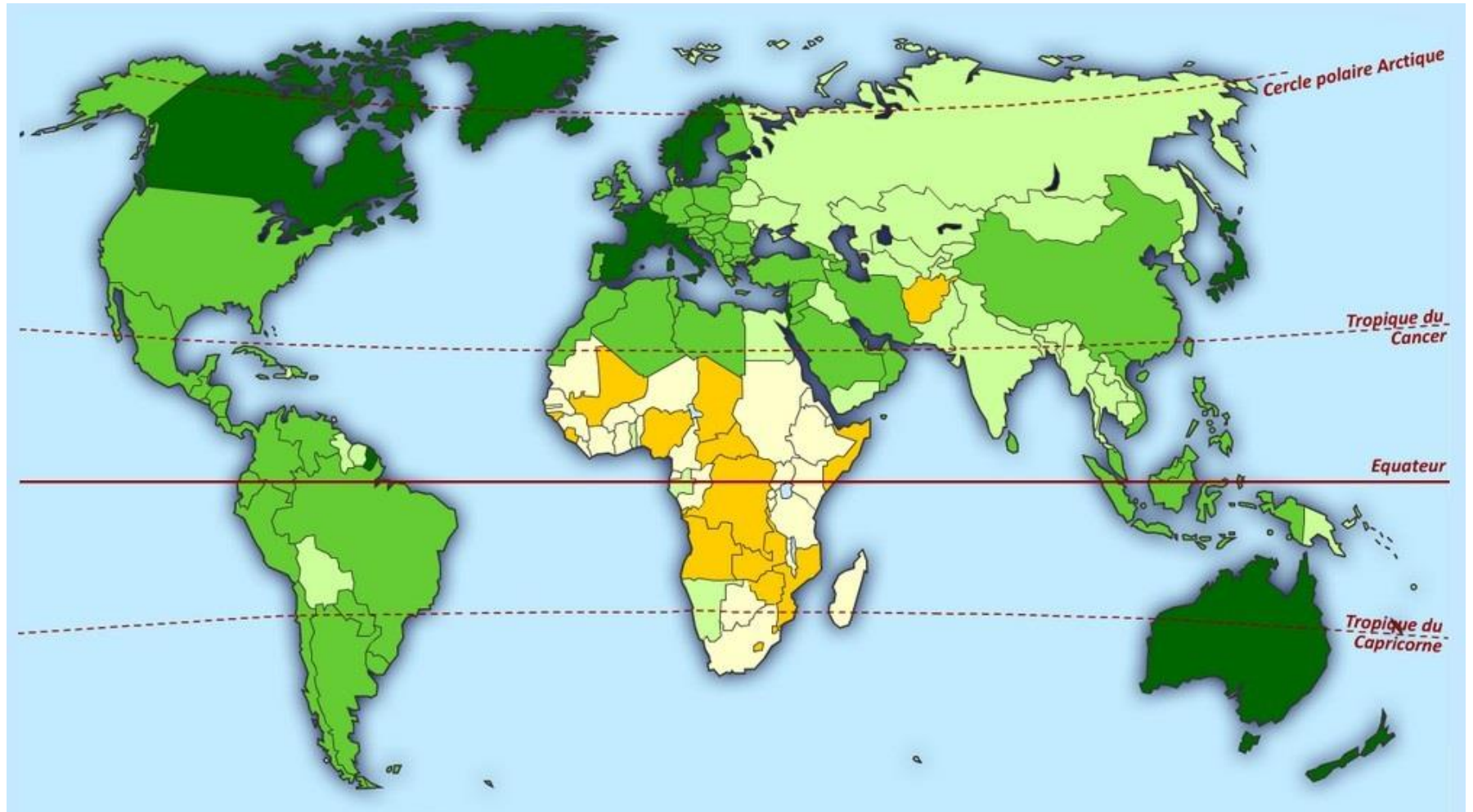
# LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LE MONDE




 **Risque extrême**  
 **Risque élevé**

 **Risque moyen**  
 **Risque faible**

# ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE (2011)



 80 ans ou plus

 70 à 79 ans

 60 à 69 ans

 50 à 99 ans

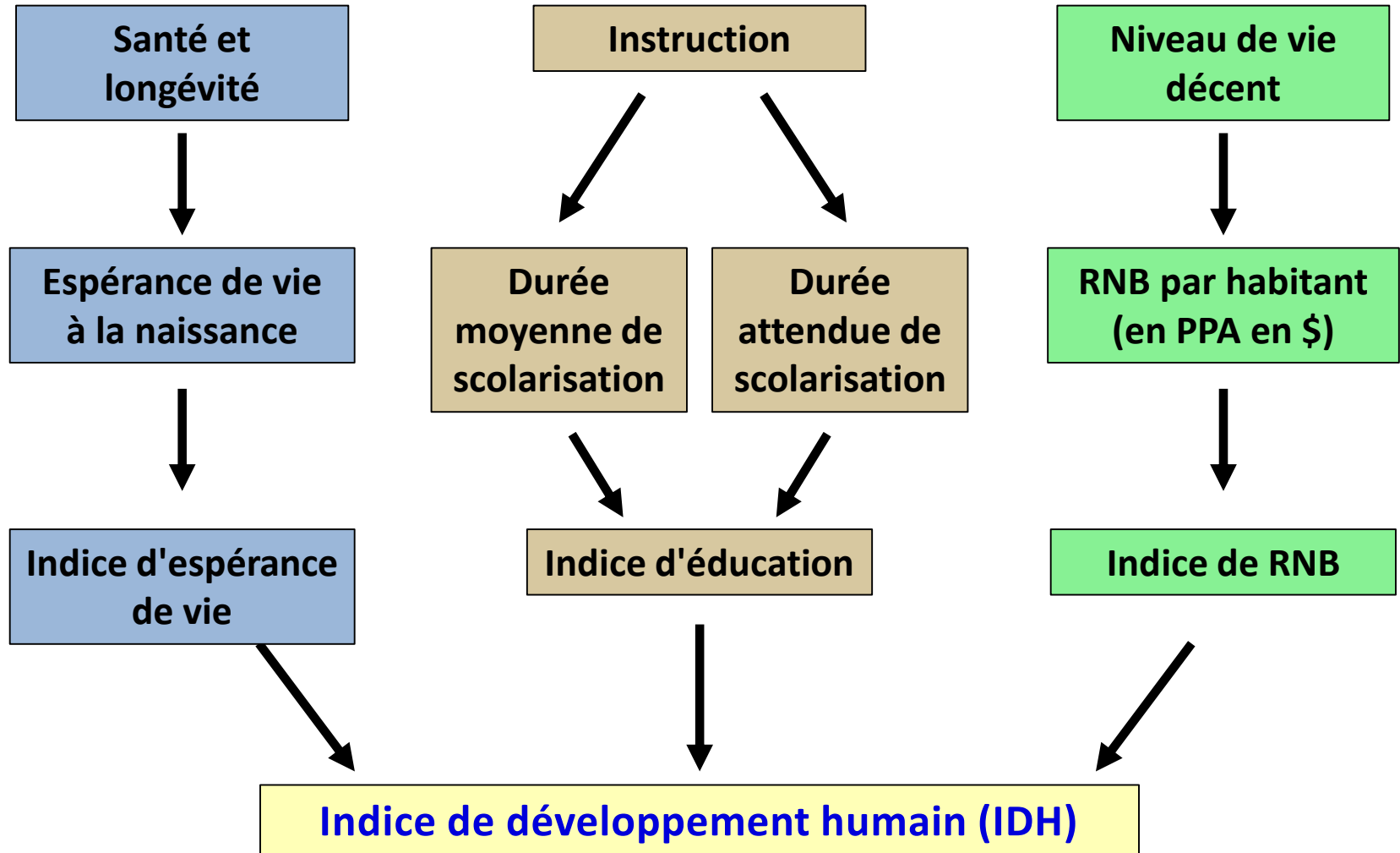
 40 à 49 ans

 Pas de données

# LES INDICATEURS D'ÉDUCATION

Pays	Ratio élèves/enseignants dans le primaire	Taux brut de scolarisation secondaire (%)	Taux d'analphabétisme des adultes (%)	Nombre moyen d'années d'étude des filles
Japon	19	103	< 2	14
États-Unis	16	97	< 2	16
Mozambique	58	7	60	3
Laos	30	29	43	6
Philippines	35	77	5	11
Algérie	27	63	38	10
Pologne	15	98	< 5	13
Brésil	23	45	17	9
Corée du Sud	31	102	< 5	14

# L'IDH : UN INDICATEUR COMPOSITE



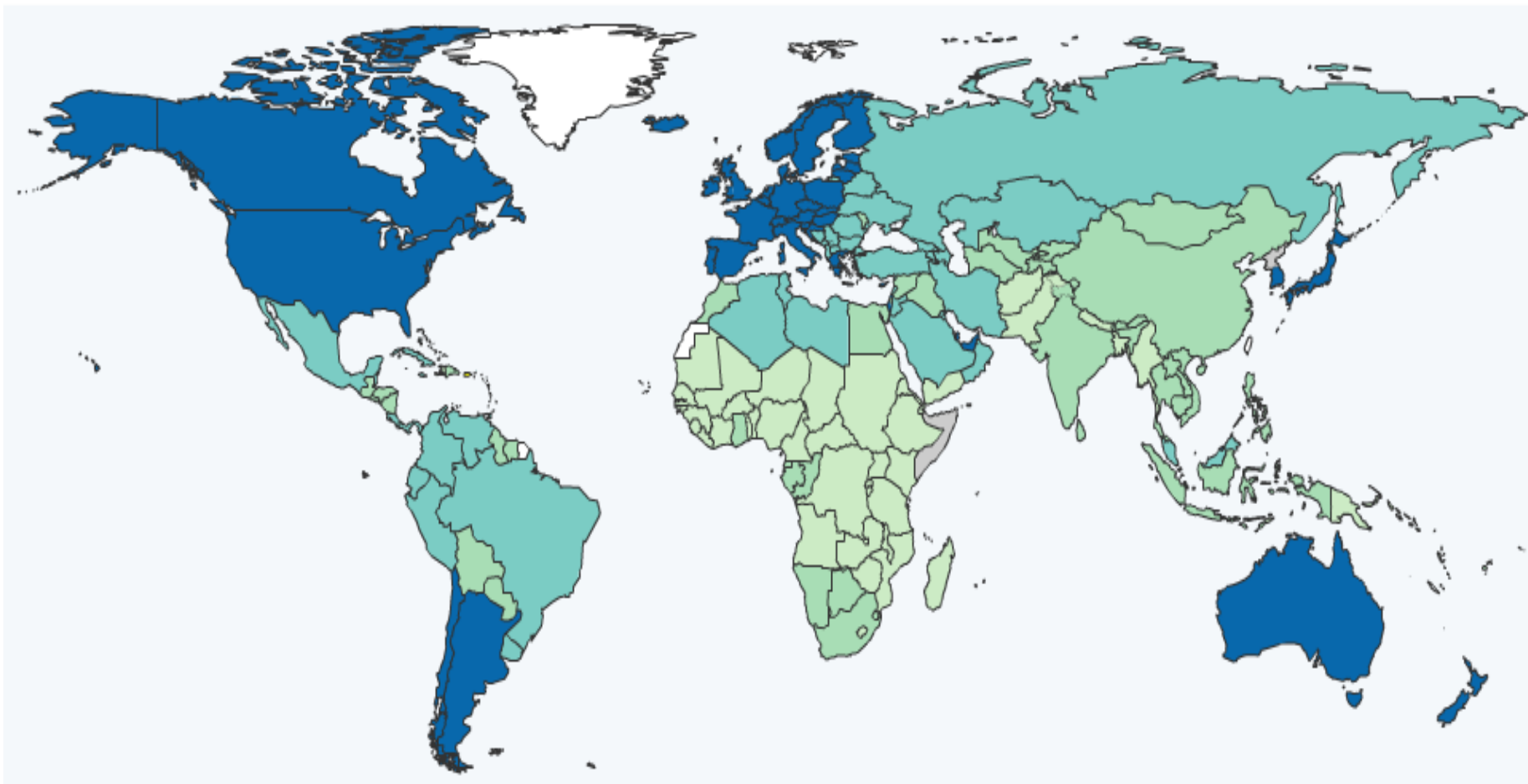
## L'IDH : UN INDICATEUR NÉCESSAIRE

L'IDH est un indice synthétique élaboré à partir de quatre indicateurs : l'espérance de vie à la naissance, la durée moyenne de scolarisation, la durée attendue de scolarisation, le revenu national brut par habitant et qui comporte donc trois dimensions : sanitaire, éducative et de niveau de vie.

Parmi les 187 classés par rang d'IDH par le PNUD, on relève de très grandes inégalités d'espérance de vie : en moyenne un Japonais vit 35 années de plus qu'un habitant de la République démocratique du Congo. Un enfant du Niger est scolarisé pendant 5 trimestres, alors qu'un Norvégien l'est pendant 70 trimestres. Le revenu brut d'un Norvégien équivaut à celui de 152 Congolais et un Qatari gagne en un an ce que gagnerait un Congolais en 274 ans !

Selon **Amartya Sen**, la « richesse de l'économie » est notablement supérieure à la « richesse de la vie humaine ». C'est le cas du Qatar, pays le plus riche du monde en termes de RNB par habitant mais classé 36<sup>ème</sup> en termes d'IDH. C'est aussi le cas des derniers pays classés par rang d'IDH, tel l'Afrique du Sud. À l'inverse **les pays qui ont le meilleur classement d'IDH font généralement mieux en matière de santé et d'éducation qu'en matière économique** ; c'est le cas de la France. Mais c'est également le cas de Cuba, 59<sup>ème</sup> à l'IDH, mais 103<sup>ème</sup> en termes économiques. S'il en était besoin, ces constatations suffiraient à justifier le calcul de l'IDH, qui démontre **qu'il n'y a pas nécessairement de correspondance stricte entre le niveau moyen de la richesse matérielle et la satisfaction des besoins humains d'une population**. Étudier le développement, c'est d'abord tenter d'expliquer ce hiatus.

# L'IDH EN 2011 (187 PAYS)



 Très élevé : IDH > 0.9

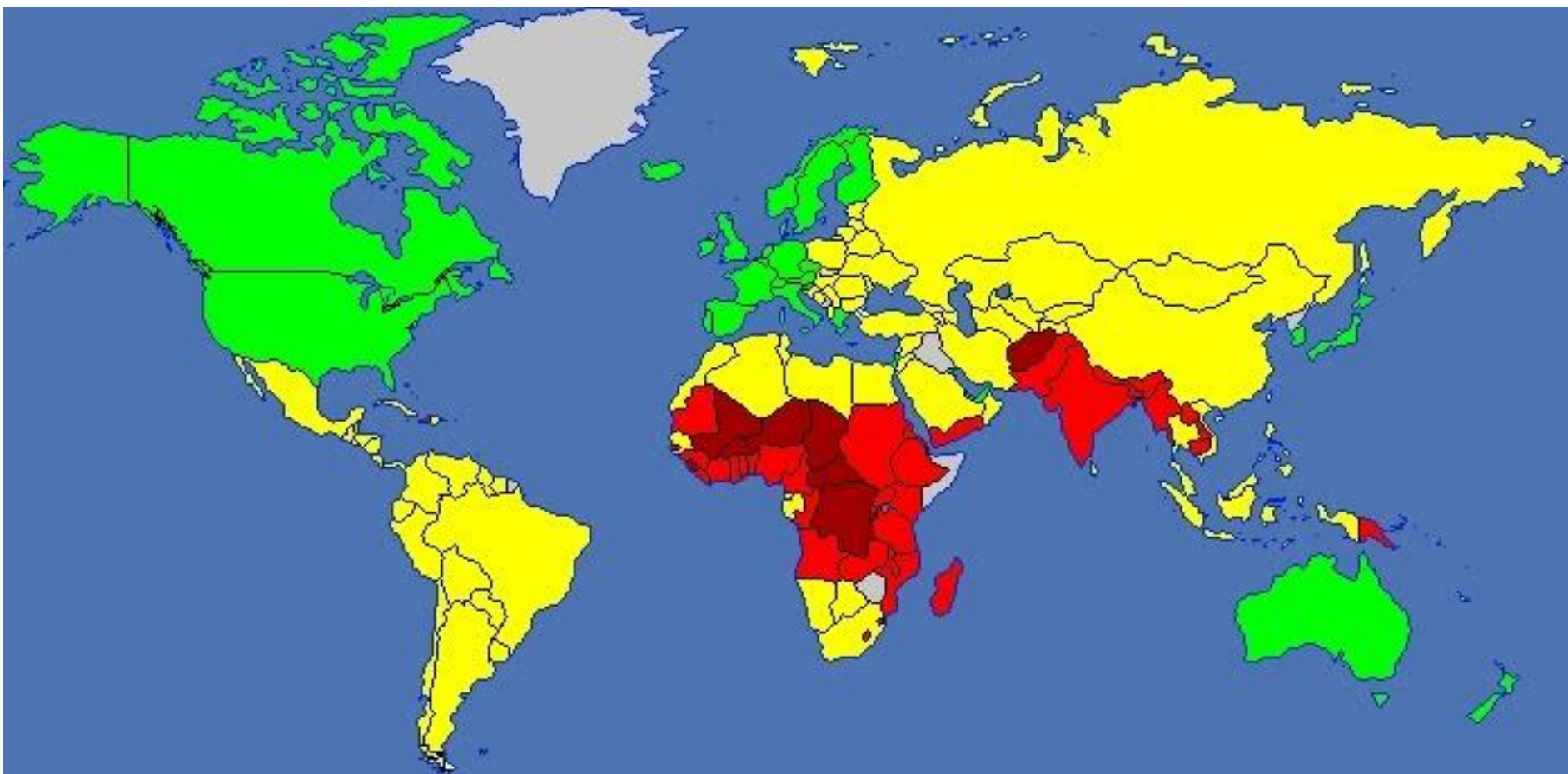
 Élevé :  $0.8 < \text{IDH} < 0.9$

 Moyen :  $0.5 < \text{IDH} < 0.8$

 Faible : IDH < 0.5



# L'IDH EN 2011 (187 PAYS)



Élevé :  $IDH > 0.9$



Moyen :  $0.65 < IDH < 0.9$



Faible :  $0.4 < IDH < 0.65$



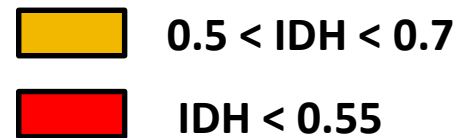
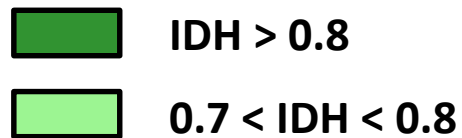
Très faible :  $IDH < 0.4$



# COMPARAISON ENTRE RNB PAR HABITANT ET IDH : QUELQUES EXEMPLES

Classement à l'IDH	Valeur de l'IDH (2013)	RNB / habitant (en \$ PPA constants 2005)	Classement RNB/hab. moins classement IDH
<b>Développement humain très élevé</b>			
1. Norvège	0,944	48 688	4
2. Australie	0,933	34 340	15
5. États-Unis	0,914	43 480	6
6. Allemagne	0,911	35 431	10
<b>Développement humain moyen</b>			
44. Cuba	0,815	5 539	44
57. Russie	0,778	14 461	0
79. Brésil	0,744	10 152	-8
91. Chine	0,719	7 945	-11
<b>Développement humain faible</b>			
146. Bangladesh	0,515	1 785	9
151. Madagascar	0,483	828	28
171. Soudan	0,414	1 848	-19
187. Niger	0,304	701	-4

# ÉVOLUTION DE L'IDH EN AMÉRIQUE LATINE



# L'INDICATEUR DE PAUVRETÉ HUMAINE (IPH)

L'**indicateur de pauvreté humaine** (IPH) permet de caractériser le niveau de pauvreté d'un pays. Créé par le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), cet indice varie entre 0 et 100, en fonction de 5 critères notés de 0 à 20.

La pauvreté est essentiellement estimée par le nombre de personnes vivant avec un revenu en dessous d'un niveau « de pauvreté » (2 US\$ par jour en 2002). D'autres niveaux de pauvreté sont fixés à 1,4 et 11 US\$ par jour, ce qui permet d'affiner l'analyse ; le niveau de revenu de 1 US\$ par jour est appelé « niveau d'extrême pauvreté ».

Le PNUD utilise également des indicateurs indirects, qui mesurent l'impact de la pauvreté sur la population, et qui servent à calculer des indicateurs composites de pauvreté des revenus et des humains IPH-1 et IPH-2 (indice de pauvreté humaine) :

l'IPH-1 classe les pays en développement à partir des indicateurs suivants :

- indicateur de longévité ( $P_1$ ) ; - espérance de vie
- indicateur d'instruction ( $P_2$ ) ;
- indicateur de conditions de vie ( $P_3$ ) ;

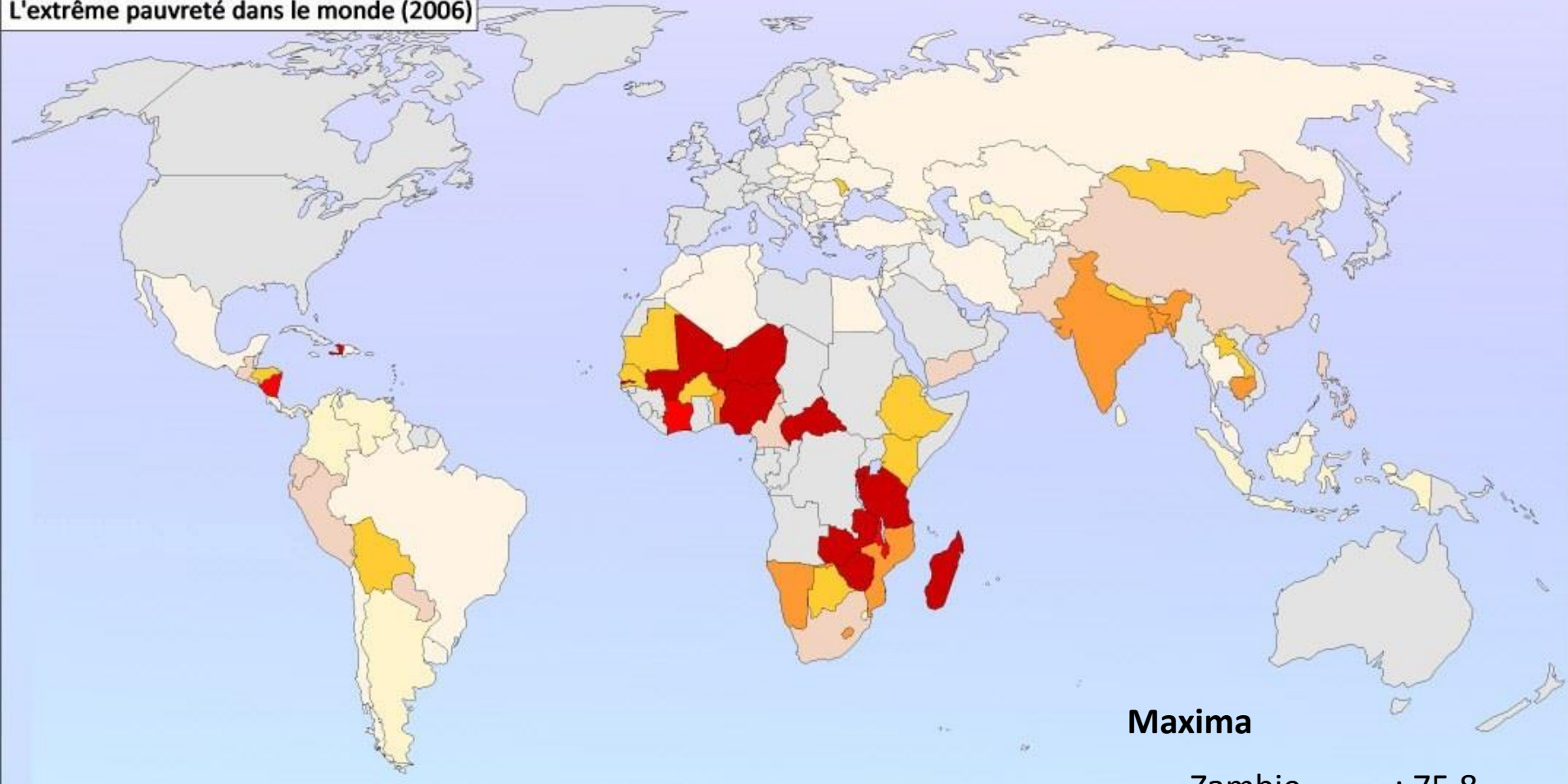
l'IPH-2 classe les pays riches. Il est calculé à partir des indicateurs suivants :

- indicateur de longévité ( $P_1$ ) ; - espérance de vie
- indicateur d'instruction ( $P_2$ ) ;
- indicateur de conditions de vie ( $P_3$ ) ;
- indicateur d'exclusion ( $P_4$ ).

Les IPH sont exprimés en pourcentage : plus un IPH est élevé, plus un pays est « pauvre ». En 2006, l'IPH-1 (PED) variait de 3,3 % (Uruguay) à 60,2 % (Mali) ; l'IPH-2 (pays développés) variait de 6,7 % (Suède) à 15,8 % (États-Unis).

# POPULATION VIVANT AVEC MOINS DE 1 \$ PPA PAR JOUR EN 2006 (EN % DE LA POPULATION TOTALE)

L'extrême pauvreté dans le monde (2006)



**Maxima**

Zambie	: 75,8
Mali	: 72,3
Nigeria	: 70,8
Centrafrique	: 66,6



## L'INDICE DE PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE (IPM)

L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) étudie des facteurs ayant trait à la vie des familles, comme l'accès à l'eau propre, aux combustibles pour la cuisine et aux services de santé, ainsi qu'aux biens domestiques de base et à des habitations aux normes. L'ensemble de ces facteurs permet d'obtenir une image plus complète de la pauvreté, par rapport aux simples mesures de revenus.

D'après les calculs de l'IPM, sur la période 2000-2010, 1,7 milliard de personnes réparties dans 109 pays vivaient dans une pauvreté « multidimensionnelle », soit presque un tiers de la population totale de ces pays (5,5 milliards de personnes). Cette mesure évalue en effet à 1,3 milliard le nombre de personnes vivant avec 1,25 dollar ou moins par jour.

D'après les données du Rapport, le Niger présente la part la plus importante de personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle, soit 92 % de la population du pays. Il est suivi par l'Éthiopie et le Mali, avec respectivement 89 % et 87 % de personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle.

Toujours selon l'IPM, **les 10 nations les plus pauvres se situent toutes en Afrique subsaharienne. C'est cependant en Asie du Sud que l'on compte le plus de personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle** : l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh font partie des pays dont le nombre absolu de personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle est le plus important. L'IPM donne une idée des problèmes environnementaux qui touchent les ménages les plus pauvres, notamment la pollution de l'air intérieur et les maladies dues à la pollution de l'eau.

# 1.2.

## DÉVELOPPEMENT ET INÉGALITÉS

Si l'on en croit la courbe de Kuznets, les inégalités se réduiraient au fur et à mesure que le développement économique avance. Cependant, à la lumière de l'évolution récente des sociétés, aussi bien dans les pays riches que les PED, ce point de vue mérite d'être fortement nuancé. De plus, les inégalités ne sont pas seulement le produit du développement, elles ont aussi un impact sur lui.

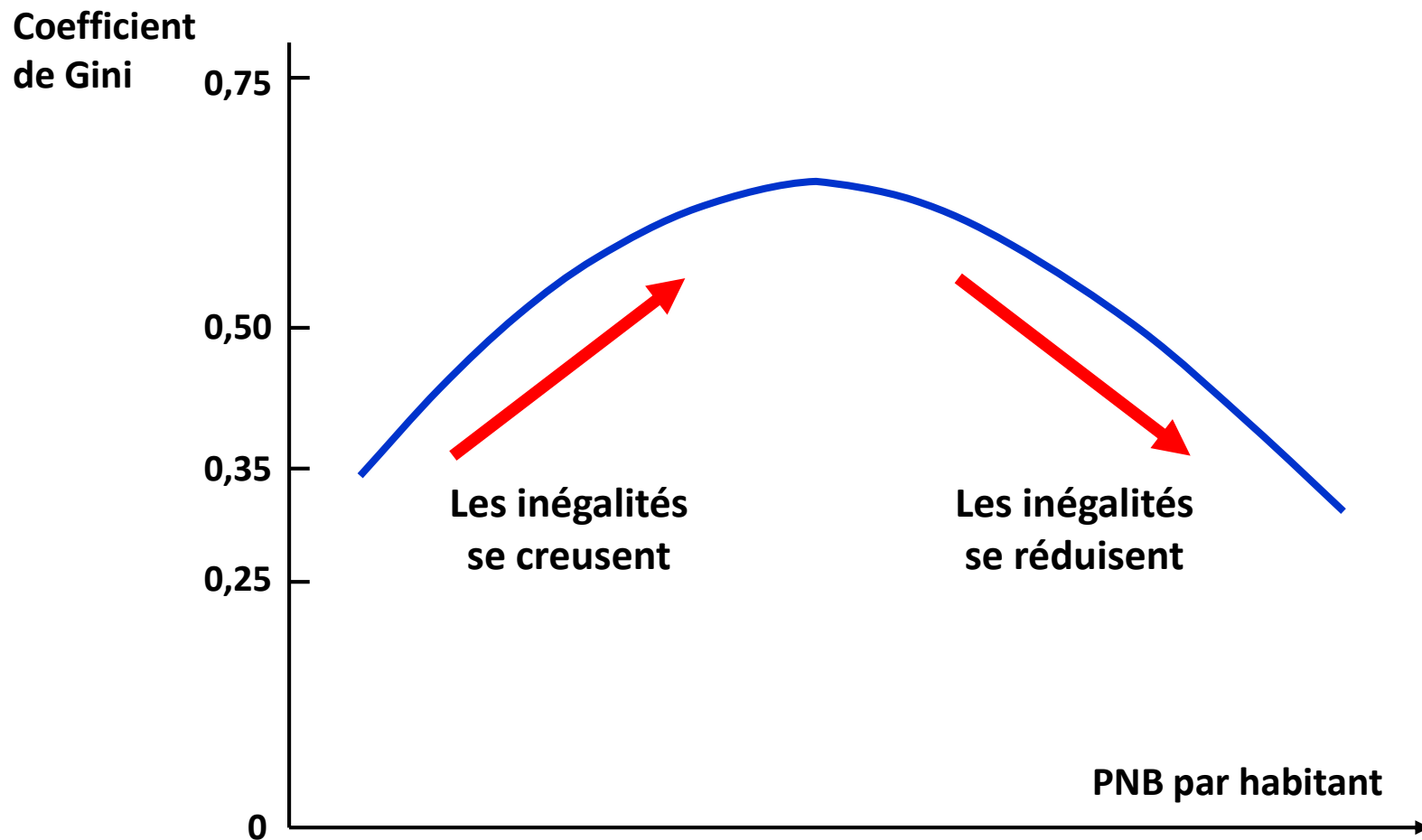
# KUZNETS : LES INÉGALITÉS DE REVENU STIMULENT LE DÉVELOPPEMENT PUIS ELLES SE RÉDUISENT

La courbe du Kuznets montre l'évolution des inégalités au fur et à mesure qu'un pays se développe : **dans une société traditionnelle, les inégalités de revenu stimulent le développement, parce que les très riches peuvent épargner et ainsi financer les coûteux investissements de base** (infrastructures de transport par exemple) ; la masse des pauvres, quant à elle, est incapable d'épargner quoi que ce soit ne le pourrait donc pas, même si l'argent des riches était réparti à son bénéfice.

Mais **vient un moment où même le revenu des riches ne suffit plus**, tant la masse d'investissements à financer devient énorme et, surtout, différenciée : **tout ce qui favorise l'essor d'une classe moyenne – donc la réduction des inégalités –, est bon pour le développement, car cela démultiplie les capacités d'épargne** et assure une meilleure adéquation entre l'épargne et les multiples investissements locaux sans lesquels l'adaptation de l'investissement aux usages les plus efficaces ne s'effectue pas. En gros, les très riches financent des « éléphants blancs » (énormes projets sans grande utilité), tandis que **les couches moyennes financent la diversification de l'économie. La courbe de Kuznets se présente donc sous la forme d'un U renversé : davantage d'inégalités favorise d'abord le développement, puis devient un obstacle lorsque le niveau de développement atteint un certain seuil.**

Cette courbe semble aujourd'hui démentie par l'observation des faits dans les PDEM. Les inégalités recommencent en effet à progresser dans les pays à fort niveau de développement et certains prétendent que c'est le prix à payer pour financer des investissements à risque qui ne pourraient pas l'être autrement.

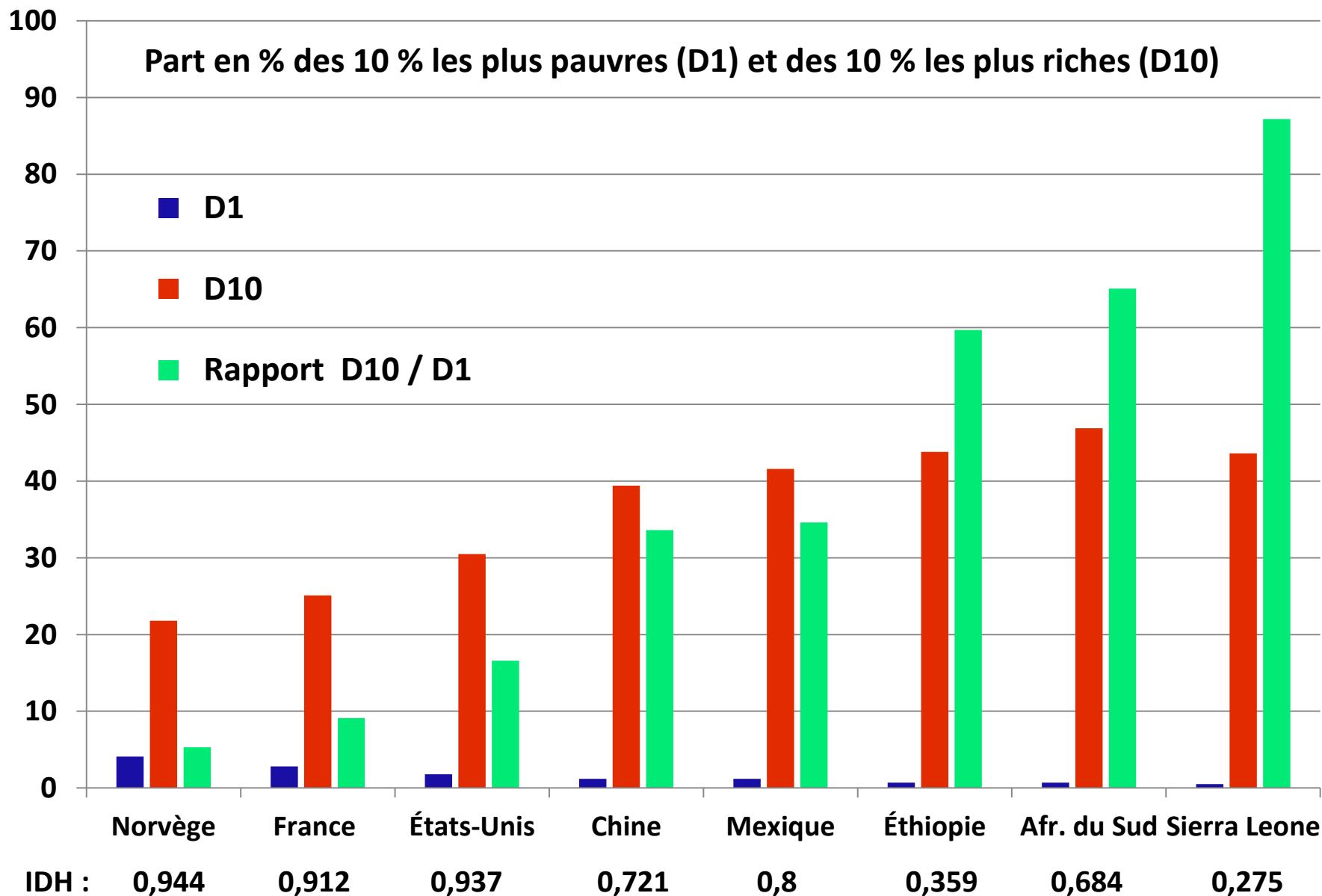
# LA COURBE DE KUZNETS



A partir de l'analyse de l'évolution historique des inégalités au cours du processus de développement de deux économies industrielles (Allemagne et Royaume-Uni), Simon Kuznets propose en 1955 une « loi » générale qui peut se résumer ainsi : dans les premières étapes du développement, les inégalités augmentent, pour diminuer dans les étapes suivantes.

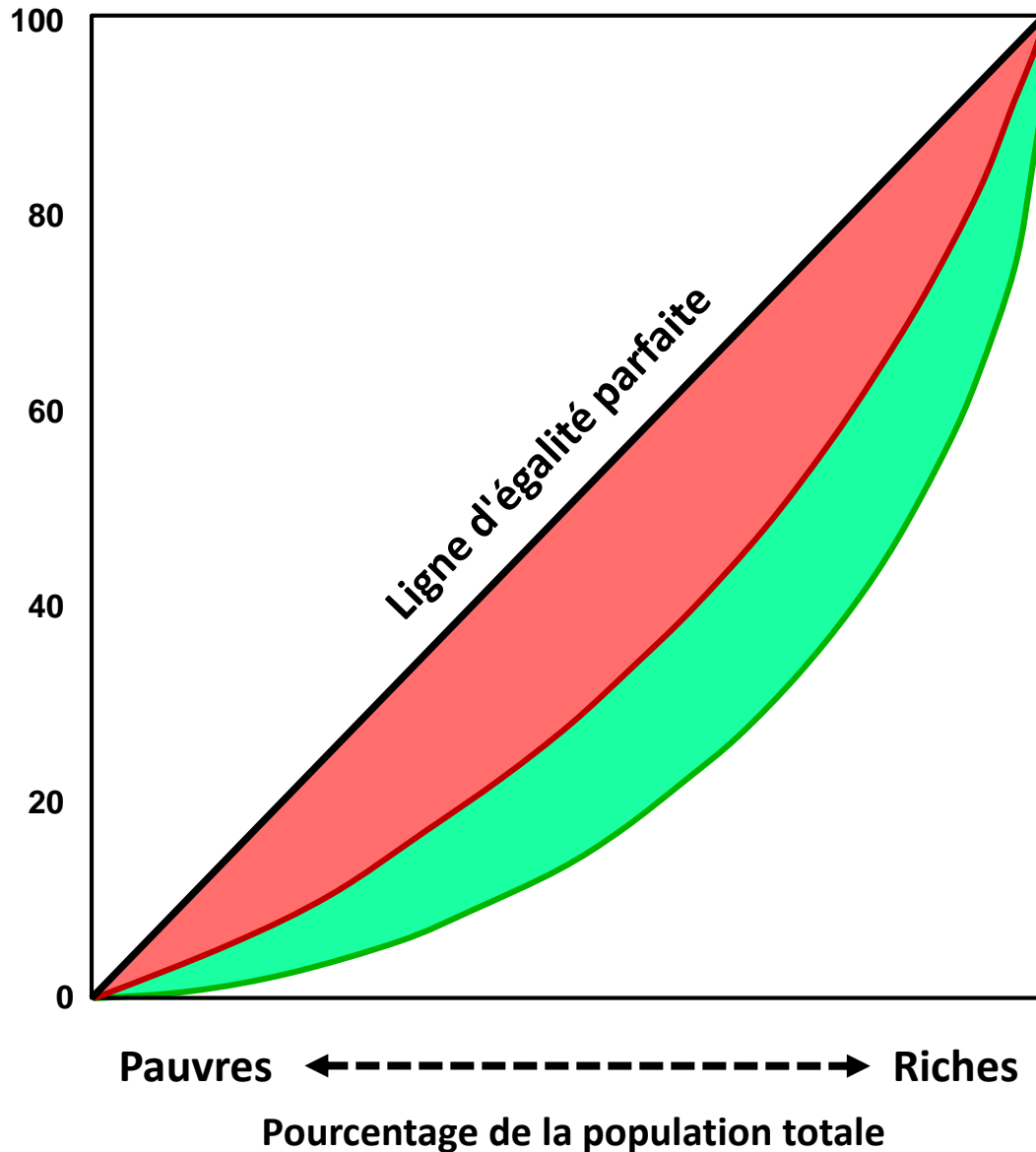


# RAPPORTS INTERDÉCILES ET IDH DE QUELQUES PAYS (PNUD, 2003)



# IDH ET COEFFICIENT DE GINI

Pourcentage du revenu total



— Brésil : 0,63 (IDH : 0,73)

— Hongrie : 0,26 (IDH : 0,82)

Les IDH du Brésil et de la Hongrie montrent des niveaux de développement comparables, mais le premier se caractérise par une répartition très inégalitaire (Gini : 0,634) ce qui n'est pas le cas de la seconde (Gini : 0,266). La société brésilienne est donc beaucoup moins égalitaire que celle de la Hongrie.

# PIKETTY : LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS N'EST PAS MÉCANIQUEMENT RELIÉE À LA CROISSANCE DU PIB PAR HABITANT

**Thomas Piketty (2005) remet en cause la stricte causalité supposée par la courbe de Kuznets entre niveau de développement et inégalités de revenu.** On pourrait croire, au vu de cette relation, que l'accroissement dans le temps des inégalités d'un pays est un phénomène « naturel » qui se résout de lui-même dans le temps, de façon endogène.

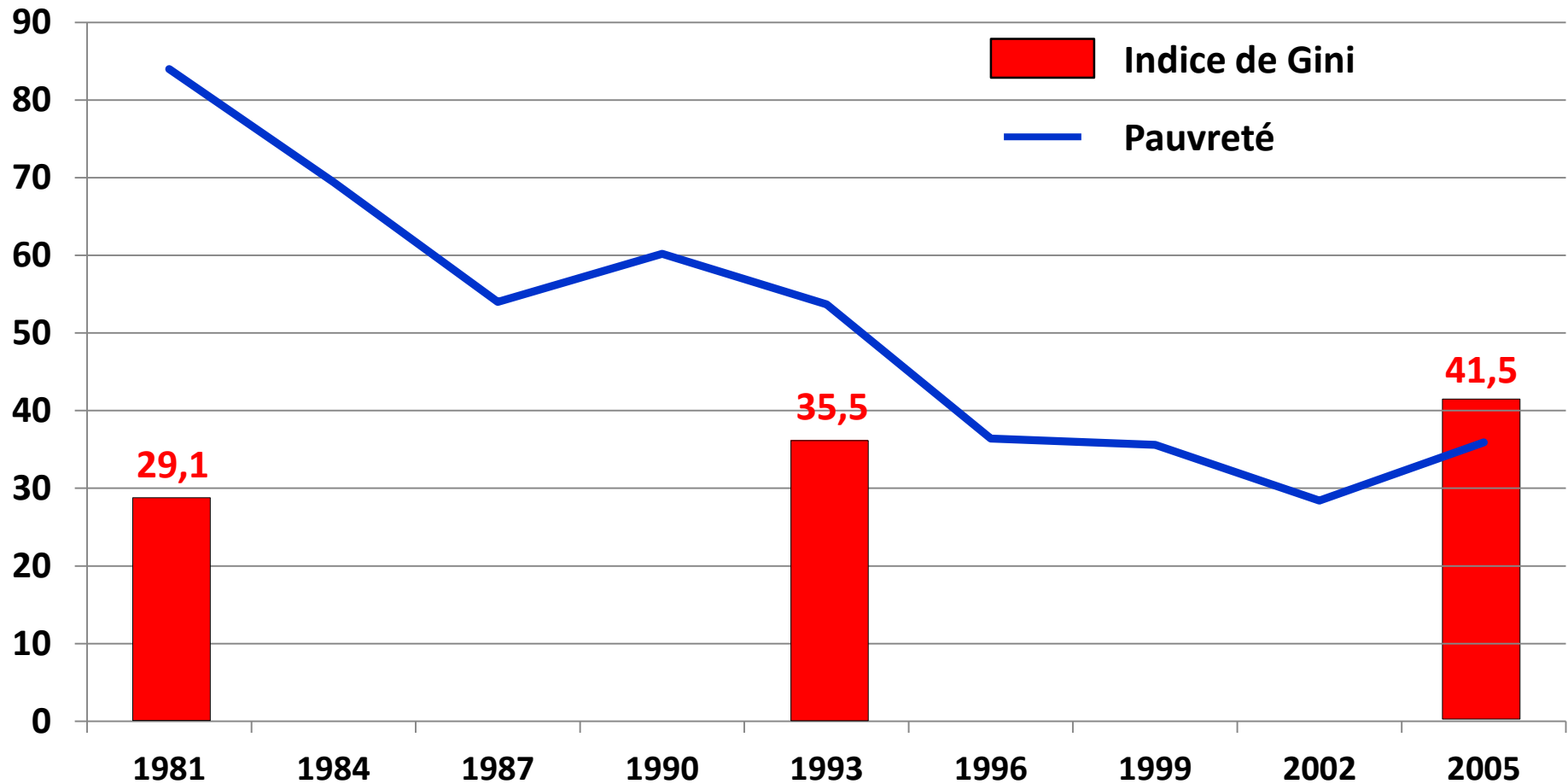
À partir des données françaises et américaines, T. Piketty montre que la réduction des inégalités n'est pas mécaniquement associée à la croissance du PIB par habitant. Historiquement, **elle a surtout été liée à des événements inattendus affectant le capital (guerre, inflation, catastrophes) et par l'impôt (sur le revenu notamment).**

Il est probable que, fondant son intuition dans les années 50 à un moment où les gains de productivité étaient encore très importants, Kuznets ait succombé à l'optimisme des Trente Glorieuses.

**L'enjeu est donc de savoir s'il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de redistribution (par l'impôt) pour réduire les inégalités de revenus, ou si on peut attendre qu'elles se résorbent d'elles-mêmes avec le développement.**

# PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS (GINI) EN CHINE

% de la population vivant avec moins de 1,25 \$ par jour



# 1.3.

## EXPLIQUER LE SOUS-DÉVELOPPEMENT

La question des causes du sous-développement apporte des réponses variées, il n'est donc pas surprenant que les théories du développement soient, elles aussi, nombreuses et objets de vifs débats entre économistes. De façon simple, on peut opposer les théories qui expliquent le sous-développement par une insertion insuffisante dans l'échange international et celles qui, au contraire, considèrent que l'ouverture économique tend à creuser les écarts de développement.

# LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DANS L'HISTOIRE

On peut considérer, comme **Rostow** (1960) ou Marx que le développement économique est un phénomène universel caractérisé par des phases assez mécaniques au travers desquelles tous les pays doivent passer un jour où l'autre. Rostow distinguait en particulier la phase du *take-off* qui a tout changé en quelques décennies à peine à la fin du XVIIIe siècle. Dans son esprit, ces phases étaient caractérisées par un saut du taux d'investissement (de moins de 5 % à plus de 10 % du revenu national) et l'émergence de quelques secteurs industriels particulièrement dynamiques.

D'un autre côté, on peut aussi soutenir, comme **A. Gerschenkron** (1962) que le processus de développement économique est « historique », c'est-à-dire que la forme qu'il prend dépend des conditions initiales. Ainsi, dans l'Europe du XIXe siècle et de la première moitié du XXe, plus le démarrage était tardif, plus l'industrialisation s'orientait sur les secteurs de biens de production, **plus le transfert de richesse nécessaire à l'accumulation de capital était massif, et moins l'accroissement de productivité dans l'agriculture jouait de rôle dans cette accumulation.**

Ces différences de vues sont importantes : l'approche de Rostow suggère qu'avec une compréhension suffisante des mécanismes qui permettent le passage d'une phase à une autre, la politique économique dans les pays en voie de développement pourrait être guidée par un schéma linéaire qui serait transposable partout. En revanche, l'approche historique de Gerschenkron laisse à penser que la route qui mène du sous-développement au développement risque d'être assez différente selon les conditions initiales.

# HIRSCHMAN : QUATRE FAMILLES DE THÉORIES DU DÉVELOPPEMENT

La grille élaborée par **Albert Hirschman** permet de discerner, dans la multitude de théories du développement, quatre grandes familles en croisant deux critères : le mono-économisme et la réciprocité des avantages.

**Le mono-économisme** est une approche des questions de développement et de sous-développement utilisant les mêmes outils d'analyse que ceux utilisés dans l'étude des pays industrialisés (par ex. le modèle du *take off* de Rostow)

La réciprocité des avantages signifie que l'on peut résoudre le problème des rapports entre les pays du Nord et les pays du Sud à l'avantage des uns et des autres.

		Mono-économisme	
		Affirmé	Rejeté
Réciprocité des avantages	Affirmée	1. Théorie néoclassique et keynésienne	4. Économie du développement
	Niée	2. Marx	3. Néo-marxisme Régulationnisme

# MARX ET LE COLONIALISME

Les écrits de Marx sur le colonialisme portent sur trois points essentiels :

1. l'affirmation d'une supériorité des sociétés occidentales par rapport aux autres – en cohérence avec sa vision linéaire de l'histoire des modes de production successifs –, les modes de production dans les pays colonisés étant non-capitalistes ou précapitalistes ;
2. une analyse dialectique du colonialisme, qui comprend des effets positifs (créateurs) et des effets négatifs (destructeurs) sur le développement des colonies. Par exemple en Inde, l'Angleterre a détruit certaines proto-industries, en particulier dans le secteur du coton : en imposant des droits de douane élevés aux importations de cotonnades en Angleterre, et en exonérant les importations de coton brut indien en Angleterre, l'Inde est devenue un simple producteur de matières premières. Mais pour favoriser ces activités primaires, les évacuer vers les ports et, en sens inverse, répandre dans le pays leurs produits manufacturés les Anglais ont installé des chemins de fer, des ports, etc. Ces infrastructures nécessitant des produits comme l'acier, coûteuses à transporter, les Anglais se sont efforcés de les produire en Inde. Donc, tandis qu'ils détruisaient des proto-industries indiennes, ils construisaient des bases d'industries modernes, et créaient les embryons d'un prolétariat indien ; deux phénomènes potentiellement destructeurs de leur propre domination.
3. Marx pose enfin la question du passage par le stade « capitalisme », comme préalable nécessaire à la construction du socialisme.

Par la suite **les disciples de Marx balancent entre deux thèses : marche directe vers le socialisme ou passage par le capitalisme pour ensuite construire le socialisme**. Lénine, dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916) affirme que la Russie, bien que peu développée, est mûre pour le socialisme, et qu'elle peut donc sauter l'étape du capitalisme. C'est cette position qui sera invoquée par la plupart des mouvements qui, dans le Tiers-Monde, se réclameront du marxisme.



# LE SOUS-DÉVELOPPEMENT COMME RETARD DE DÉVELOPPEMENT

Le sous-développement serait un simple retard en termes de développement. Il est donc essentiel pour ces pays de rattraper leur retard en **imitant le modèle de croissance des pays développés**. En 1960, **Walt Whitman Rostow** propose une approche linéaire du développement et définit cinq étapes que doivent suivre les pays sous-développés :

- 1) Au début, il s'agit d'une économie de subsistance, par conséquent agricole, caractérisée par un faible taux de croissance.
- 2) Puis se produit un changement des mentalités propice à l'accumulation du capital. S'enclenche alors un processus d'industrialisation permis, d'une part, par l'augmentation de la productivité du secteur agricole qui permet la réallocation du facteur travail vers l'industrie et, d'autre part, par la création d'infrastructures et l'émergence d'entrepreneurs.
- 3) L'étape du **take-off** est une période de décollage caractérisée par un fort progrès technique et une **augmentation sensible du taux d'investissement**. Le taux de croissance augmente. Cette période correspond à la révolution industrielle qu'ont connue les pays développés au XVIIIe siècle.
- 4) La production est ensuite de plus en plus diversifiée. Le progrès technique se diffuse aux branches d'activité engendrant une augmentation de la productivité des facteurs de production. On tend vers une production intensive.
- 5) La dernière étape est celle où s'installe une consommation de masse suite à l'augmentation des revenus réels.

## L'ÉCART ENTRE PDEM ET PED : CONVERGENCE OU DIVERGENCE ?

Les pays pauvres tendent-ils à rattraper leur retard sur les pays développés ? Le débat porte aussi bien sur les modèles de croissance que sur la politique économique. Alors que certains PED ont rejoint les pays riches, beaucoup semblent enfermés dans le sous-développement.

**Le modèle de croissance de Solow prédit la « convergence » : les nations avancées seront rattrapées par les PED car, le capital étant plus rare, sa rentabilité doit y être supérieure** (loi des rendements décroissants). Or, **cette convergence ne se produit pas**, au contraire, les écarts semblent croître, malgré le développement plutôt rapide dont bénéficient la plupart des PED.

**Les études montrent que, sur le long terme (1870-1985) l'écart de revenu moyen entre les États-Unis et les pays pauvres a été multiplié par 8,5.** La divergence semble donc l'emporter. Si on considère la période 1960-1990 – plus pertinente –, là encore l'écart se creuse entre l'OCDE et la majorité des PED dont le produit par tête a globalement reculé durant les années 1980. **On ne peut observer une convergence que pour une petite minorité de pays** autrefois pauvres (Corée du Sud, Taiwan, Chine...).

Il faut rappeler que la convergence est loin d'obéir de façon « mécanique » à des modèles de croissance, qu'elle dépend largement de facteurs nationaux (cf. Gerschenkron) et que, même parmi les PDEM, elle est loin d'être la règle.

➔ **La thèse du rattrapage quasi-automatique doit donc être rejetée** : les pays qui auront résolu leurs insuffisances structurelles entreront dans une logique vertueuse où le développement alimentera le potentiel de croissance future, alors que d'autres s'enfermeront dans des trajectoires sous-optimales menant à la divergence.

# LE MODÈLE DE SOLOW : LA « CONVERGENCE » PED/ PDEM

Robert Solow a été le premier à proposer un modèle formel de la croissance. D'inspiration néoclassique, ce modèle se fonde sur une fonction de production à deux facteurs : le travail et le capital. La production résulte donc exclusivement de la mise en combinaison d'une certaine quantité de capital (moyens de production) et de travail (main d'œuvre). Le modèle de Solow se fonde sur **l'hypothèse que les facteurs de production connaissent des rendements décroissants**, c'est-à-dire qu'une augmentation de ceux-ci dans une certaine proportion engendre une augmentation dans une proportion plus faible de la production. Il pose également comme hypothèse que les facteurs de production sont utilisés de manière efficace par tous les pays. En posant que la population connaît un taux de croissance que Solow qualifie de « naturel » (non influencé par l'économie), le modèle déduit trois prédictions :

1. Augmenter la quantité de capital (investir) augmente la croissance : avec un capital plus important, la main d'œuvre augmente sa productivité (dite apparente).
2. **Les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevé que les pays riches.** Ils ont en effet accumulé moins de capital, et connaissent donc des rendements décroissants plus faibles, c'est-à-dire que toute augmentation de capital y engendre une augmentation de la production proportionnellement plus forte que dans les pays riches.
3. En raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production. Ce point correspond à l'état stationnaire. Solow note toutefois que cette troisième prédiction est irréaliste : les économies n'atteignent jamais ce stade, en raison du progrès technique qui accroît la productivité des facteurs.

# SOLOW : LA CROISSANCE PROVIENT DU PROGRÈS TECHNOLOGIQUE

**Dans les économies en développement où le capital est supposé rare et la main d'œuvre abondante, les prix relatifs des facteurs de production devraient conduire à des processus productifs intensifs en travail.**

Chez Solow, les sources de la croissance à long terme relèvent des variables démographiques et technologiques. Aucune variable décrivant un comportement économique n'entre en jeu. L'intervention publique n'est pas requise. **Sur le long terme, la croissance provient du progrès technologique. Toutefois, ce progrès technologique est exogène au modèle, c'est-à-dire qu'il ne l'explique pas mais le considère comme donné (telle une « manne tombée du ciel »).**

## PED / PAYS DU NORD : UNE « CONVERGENCE » QUI RESTE THÉORIQUE

La thèse de la convergence, qui « colle » assez bien à l'histoire du développement industriel occidental, posent deux types de problèmes :

On lui reproche souvent son **occidentalo-centrisme**. Toute société semble vouée à suivre le chemin tracé par l'Europe et l'Amérique du Nord. Or, du fait de leur contact avec des grandes puissances, les PED actuels sont dans une situation différente de l'Europe au XVIIIe siècle.

**Rostow** pêche par excès de confiance dans son modèle, un tableau synoptique par exemple positionne plusieurs dizaines de pays selon la date de leur *take off* entre le XVIIIe siècle et les années 1950. Cette phase est décisive puisqu'elle commande la suite et tranche avec la stagnation antérieure. Mais comment la repérer ?

Selon **Simon Kuznets**, qui publie en 1965 une étude critique des travaux de Rostow :

- 1) les cinq critères du *take off* se rencontrent dans toutes les phases ;
- 2) on ne peut mesurer les effets d'entraînement ;
- 3) la notion de « cadre politique et institutionnel favorable » est floue ;
- 4) la distinction *take-off* / marche à la maturité n'est pas possible, le taux d'investissement étant élevé dans les phases suivantes ;
- 5) sa périodisation est contestée : surestimation de la croissance britannique de 1780 à 1831, absence de *take-off* en France, deux phases d'accélération (1830-1840 et 1850-1873) et non une en Allemagne...

# LE DUALISME : UNE CARACTÉRISTIQUE DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

L'analyse du sous-développement est indissociable de celle du contact avec l'extérieur qui résulte de la domination des anciennes colonies par des pays industriels, souvent anciens colonisateurs. Dès les années 1950. **François Perroux** soulignait les « **effets de domination** » qui traversent l'économie mondiale et les sociétés, ce qui conduit à une rupture radicale avec la thèse libérale. D'autres auteurs, notamment sud-américains (Celso Furtado, Raul Prebisch), reprennent cette analyse.

**John K. Galbraith** souligne que pour des populations pauvres, l'absence d'esprit d'entreprise s'explique par une juste évaluation des risques, « **s'accommoder** » de la **pauvreté serait un choix rationnel**. Les analyses les plus radicales rejoignent d'un côté la thèse marxiste à travers le « dépendantisme », et de l'autre celle de courants méfiants à l'égard du développement lui-même. Ignacy Sachs dénonce les méfaits écologiques de la « modernisation » et préconise un « éco-développement » fondé sur des projets à échelle locale et la mobilisation des communautés sans rupture avec la technique traditionnelle, l'indien Reddy préconise de s'en tenir à des « technologies intermédiaires » respectant l'environnement et à même de permettre le contrôle des acteurs traditionnels sur les firmes étrangères et les organismes internationaux.

Les théoriciens de la dépendance expliquent le sous-développement par le rapport de dépendance économique et politique de l'ensemble des pays pauvres à l'égard des nations développées. **Dans les théories de la dépendance, la modernisation économique résulte d'un accord entre les intérêts des firmes multinationales et les intérêts locaux de bourgeoisies** dépourvues de toute possibilité d'expansion de leurs entreprises autre que la soumission aux contraintes des échanges internationaux. Les conséquences sociales de cet accord ne peuvent être imposées aux masses démunies que par l'instauration de régimes autoritaires.

## ARTHUR LEWIS : SOUS-DÉVELOPPEMENT ET ÉCONOMIE DUALE

Les pays du tiers monde sont caractérisés par la **dualité entre un secteur capitaliste, urbain et industrialisé, et un secteur de subsistance, traditionnel, principalement agricole, mais qu'on retrouve aussi dans les activités urbaines informelles**. Dans ce dernier, la productivité est très basse. Il en est de même du niveau de vie. La croissance démographique y est très forte, le sous-emploi et le chômage élevés. Les travailleurs sont le point de contact entre les deux secteurs. **Le secteur capitaliste dispose en effet d'une offre de travail illimitée à un salaire de subsistance fixe**. Cela lui assure des profits importants dont le réinvestissement entraîne des taux élevés de croissance. C'est ce qui explique la croissance qu'a connue l'Angleterre de la fin du XVIIIe au milieu du XIXe siècle et celle que devaient connaître, selon Lewis, les nouveaux pays industriels à partir des années 60.

**Un raisonnement analogue s'applique à l'évolution des termes de l'échange entre les produits manufacturés exportés par les pays riches et les produits agricoles exportés par les pays pauvres**. Les exportations de ces derniers constituent une faible proportion, moins de 20 %, d'une production agricole à très faible productivité. L'offre illimitée des produits tropicaux fait que la demande a très peu d'effet sur les prix. C'est ainsi que **les termes de l'échange évoluent en faveur des pays industrialisés**.

# LE MODÈLE D'ARTHUR LEWIS

- **L'épargne vient de la classe qui reçoit des profits**, les autres étant soit trop pauvres, soit engagées dans une course à la consommation. Seuls les capitalistes utilisent l'épargne de façon productive, les propriétaires fonciers choisissent plutôt des usages ostentatoires ou improductifs, ou la rente.
- **L'économie sous-développée est dualiste** : un secteur capitaliste et un secteur de subsistance. Le secteur de subsistance utilise une main-d'œuvre surabondante avec une très faible productivité. Le résultat est l'excédent de main-d'œuvre permanent, c'est-à-dire le sous-emploi, qui caractérise le secteur archaïque.
- **Il existe donc une offre illimitée de main-d'œuvre ramenant le taux de salaire vers un revenu de subsistance quel que soit le volume d'embauche**. C'est le modèle du début de la révolution industrielle en Angleterre.
- **L'élément moteur est le taux d'investissement du secteur capitaliste** qui doit passer de 4-5 % à 10-15 % de façon à provoquer accumulation élargie et résorption progressive du sous-emploi. **Un taux de profit élevé résulte du bas niveau des salaires** tant que la main-d'œuvre excédentaire n'est pas absorbée. C'est le *take off*.
- **Le développement consiste à réduire progressivement le secteur archaïque au profit du secteur moderne**. Les gains sont accaparés par la classe capitaliste jusqu'au moment où l'excès de main-d'œuvre disparaît (« génération sacrifiée »). Alors les travailleurs en profitent. Il transpose ici l'expérience européenne : le prolétariat n'obtient des avantages qu'après 1850 quand la croissance démographique ralentit.
- **On peut accélérer le processus en apportant les capitaux de l'extérieur**, c'est le rôle de l'aide au développement.



# LES PED : DES ÉCONOMIES DUALES ?

**Secteur traditionnel**

*Forte intensité de main-d'œuvre*

Abondance de main d'œuvre



Maintient les salaires à un niveau très faible

L'offre de travail illimitée à un salaire de subsistance fixe assure au capitaliste des profits importants dont le réinvestissement entraîne des taux élevés de croissance.

L'offre illimitée des produits tropicaux fait que la demande a très peu d'effet sur les prix. Les termes de l'échange évoluent en faveur des pays industrialisés → Le commerce international peut constituer un obstacle au développement.

**Secteur moderne**

*Forte intensité capitalistique*

Secteur capitaliste uniquement orienté vers les exportations

Absorbe les surplus de main-d'œuvre



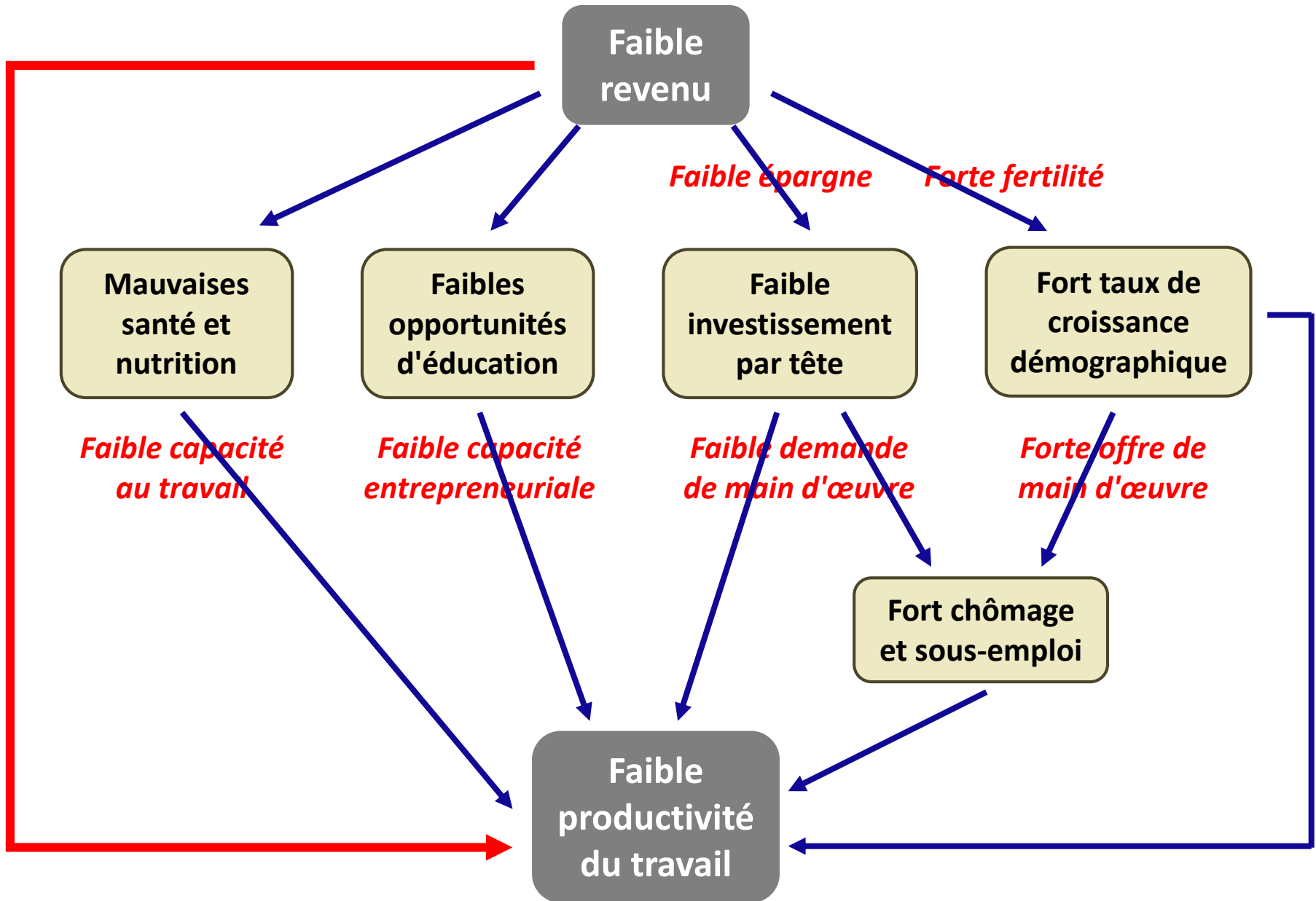
Rémunérations inférieures à la productivité marginale



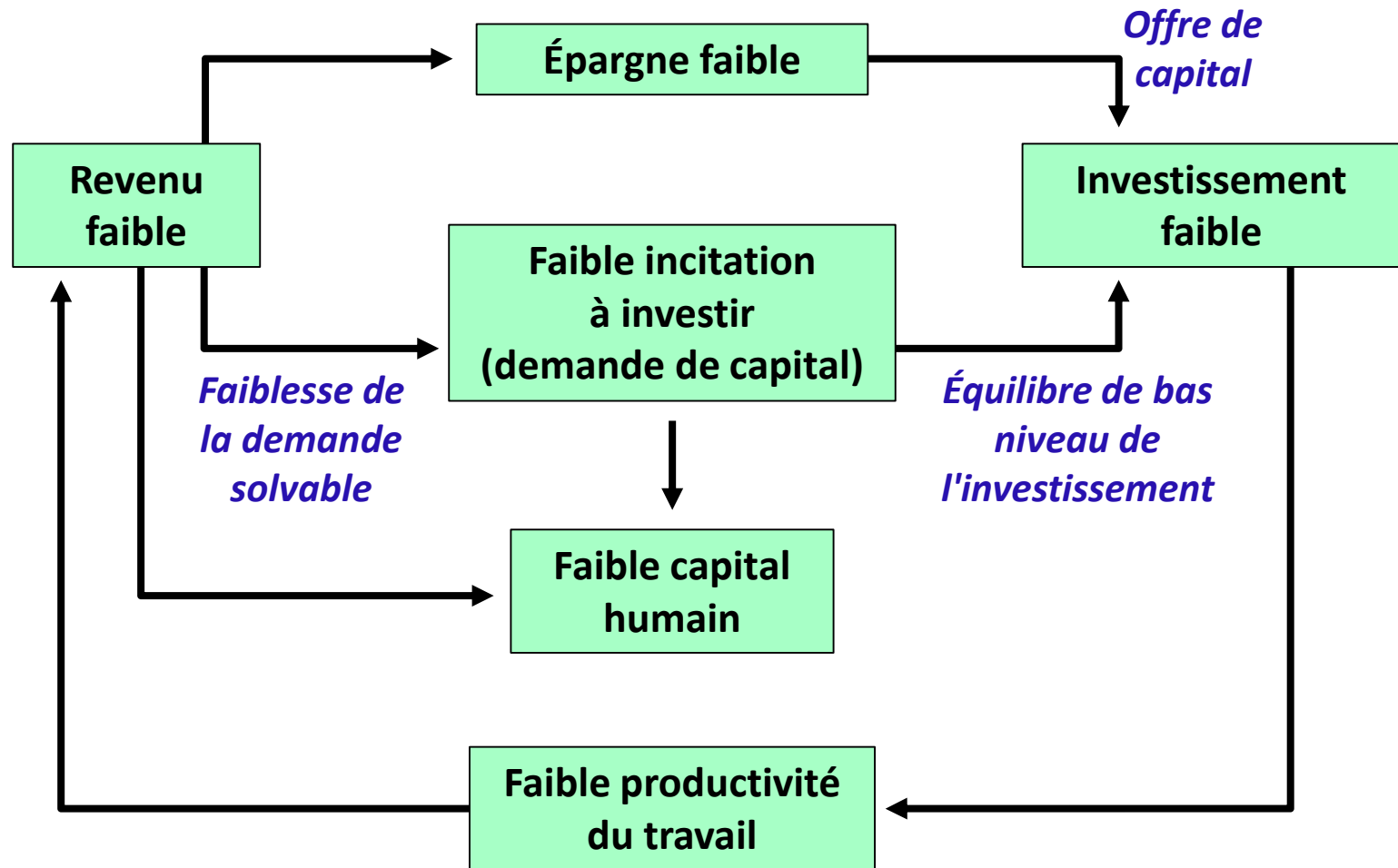
Les gains de productivité profitent aux seuls pays importateurs



# RAGNAR NURKSE (1953) : LE CERCLE VICIEUX DE LA PAUVRETÉ



# NURKSE : LES CERCLES VICIEUX DE LA PAUVRETÉ



Dans cette approche centrée sur l'accumulation du capital, le sous-développement est avant tout une sous-accumulation. Pour briser les cercles vicieux, il faut accroître les capacités de financement, élargir le marché intérieur et améliorer la formation du capital humain.

# LES CERCLES VICIEUX DE LA PAUVRETÉ : UNE EXPLICATION INCOMPLÈTE

Cette approche – qui emprunte certains de ses outils d'analyse à la théorie keynésienne –, considère que **des obstacles spécifiques bloquent le développement dans les PED** :

- le sous-emploi généralisé, qui serait dû à l'insuffisance de la demande effective ;
- une productivité marginale du travail trop faible ;
- un jeu du multiplicateur de dépense moins efficace que dans les PDEM.

S'ensuivent des cercles vicieux, auto-entretenus, du sous-développement.

Mais **ces obstacles peuvent être rompus par des apports extérieurs** (IDE entrant), des aides techniques pour augmenter la productivité, élever les revenus et le niveau de l'épargne et donc celui de l'investissement.

## **Cette position est contestée :**

Il est reproché à la théorie des cercles vicieux de « tourner en rond » : le sous-développement s'expliquerait par le sous-développement...

Ensuite, contrairement à ce qui est postulé au départ, nombre de ces pays ne sont pas « pauvres », car les ressources dont ils disposent sont loin d'être insuffisantes ; certains pays sont même très riches en différentes ressources naturelles.

Ce serait donc plutôt un mauvais usage des ressources qui serait en cause du fait de l'incurie, du gaspillage, de la corruption des gouvernements. Le problème ne serait pas essentiellement économique, mais politique et social.

# LA QUESTION DÉMOGRAPHIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT : BOSERUP V/S MALTHUS

Dans le cadre des rendements décroissants, la **théorie malthusienne** soutient que la croissance démographique exercera une pression insoutenable sur les ressources alimentaires, provoquant ainsi un appauvrissement généralisé. Dans cette approche, la démographie est considérée comme exogène au développement.

**La thèse de la transition démographique contredit largement l'hypothèse de Malthus. Elle relie directement la baisse de la fécondité au niveau de développement** (scolarisation, travail des femmes) : la démographie est alors endogène à la situation économique.

**Ester Boserup** (1965) présente une analyse où la croissance démographique est un moteur de la modernisation. La « **pression créatrice** » due à l'augmentation de la population **pousse à moderniser les techniques productives** et conduit à un glissement des systèmes extensifs d'utilisation du sol vers des systèmes plus intensifs. Dans les régions de l'Extrême-Orient à forte densité démographique, la croissance de la population au XXe siècle a généralisé la récolte multiple, alors qu'en Afrique, les populations clairsemées utilisent des systèmes de culture extensive. **Selon E. Boserup, il existe un cercle vicieux lié à la faible densité de la population**, une « *trappe de faible densité de population* » : les populations clairsemées utilisant la jachère ont une division du travail rudimentaire, des outils peu perfectionnés, peu d'échanges avec d'autres populations et une organisation sociale peu hiérarchisée liée à la nécessité de se déplacer. Sous la pression de l'accroissement démographique, le cercle vicieux est rompu : avec une élévation de la densité de population, la division du travail s'accroît et la productivité également.

De son côté, Alfred Sauvy souligne qu'une population jeune est plus réceptive à l'innovation et développe l'esprit d'entreprise.

➔ La relation entre démographie et développement est complexe car elle n'est pas univoque et présente parfois des aspects contradictoires.

## LA « TRAPPE DE PAUVRETÉ » : UNE ABSENCE TOTALE ET DURABLE DE CROISSANCE ?

**La trappe de pauvreté** est une explication potentielle (mais controversée) de l'absence de croissance dans certains pays pauvres. Lorsqu'un pays est piégé dans une trappe, son économie est dominée par des mécanismes qui l'empêchent d'accroître son revenu par habitant : **un équilibre stable apparaît à un faible niveau de revenu**. De nombreuses modélisations peuvent générer un tel équilibre. Par exemple, on suppose que le taux de croissance de la population résulte de deux forces : la mortalité infantile, qui baisse quand le revenu par habitant augmente, et la fertilité, qui baisse aussi. Jusqu'à un certain niveau, l'effet « mortalité » domine, et le taux de croissance de la population augmente avec le revenu ; passé ce niveau, l'effet « fertilité » domine et le taux baisse avec le revenu. Lorsque la croissance de la population est supérieure à celle du revenu, le revenu par habitant baisse, et vice versa.

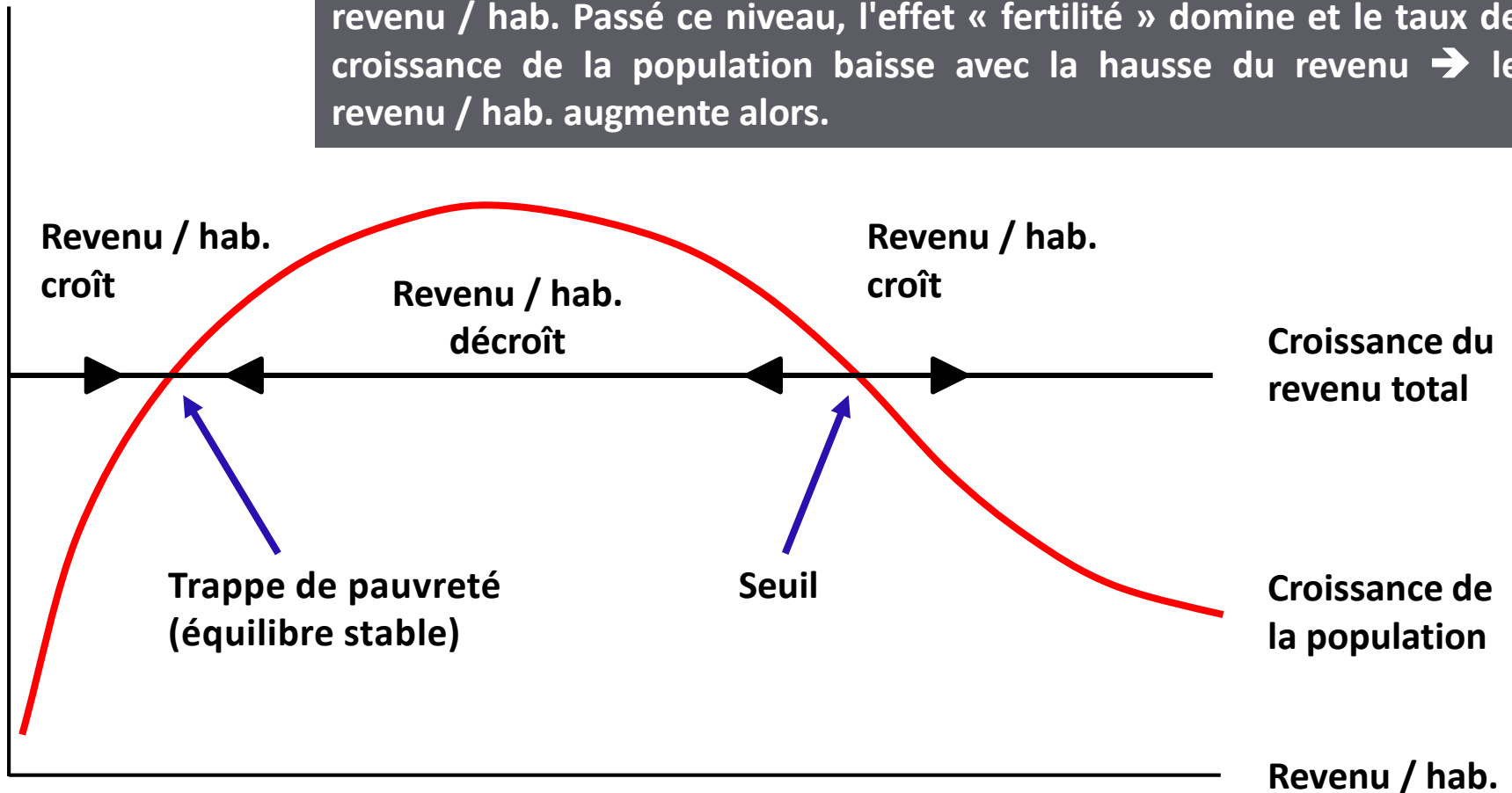
Pour **William Easterly**, la divergence grandissante entre les pays les plus pauvres et les plus riches sur les deux derniers siècles n'est pas assimilable à une trappe à pauvreté car, selon lui, pour valider l'existence d'un tel phénomène, il faudrait montrer que la croissance des premiers a été nulle. Or cela n'a pas été le cas. Dans les pays à bas revenu, le revenu par tête a augmenté, certes lentement, dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

**Des études du FMI reconnaissent implicitement les mécanismes de trappe**, pudiquement nommés « asymétries » : asymétries entre les récessions et des expansions qui ne les compensent pas ; asymétries des fluctuations des prix, les hausses étant plus brèves que les baisses ; asymétries entre secteurs, les récessions affectant le secteur manufacturier et l'investissement, les reprises étant dues à l'expansion du commerce international. Ceux qui doutent des trappes à pauvreté admettent leur éventualité dès que sont considérés les facteurs politiques et institutionnels.

# UNE TRAPPE DE PAUVRETÉ MALTHUSIENNE

Taux de croissance :  
revenu total,  
population

Par hypothèse, le taux de croissance de la population résulte de deux déterminants : la mortalité infantile (qui baisse quand le revenu par habitant augmente) et la fertilité (qui baisse aussi). Jusqu'à un certain niveau, l'effet « mortalité » domine, le taux de croissance de la population augmente en même temps que le revenu → baisse du revenu / hab. Passé ce niveau, l'effet « fertilité » domine et le taux de croissance de la population baisse avec la hausse du revenu → le revenu / hab. augmente alors.



# ÉPARGNE, INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT

**Les premières théories du développement insistent sur l'accumulation et les facteurs limitatifs qui l'entravent** (Nurkse). Avec une approche similaire, Rostow propose un modèle fortement déterministe, auquel on peut reprocher son universalité et son atemporalité : ce qui a fonctionné pour l'Angleterre vers 1760-1800 ne marche pas nécessairement pour un PED de nos jours tant les conditions du « décollage » sont différentes (environnement concurrentiel, croissance démographique, structures de financement...). Pour les PED, ces changements sont largement exogènes alors qu'ils étaient endogènes au XIXe siècle en Europe.

**La relation épargne-investissement est fondamentale chez Rostow comme chez Nurkse.** Elle l'est également dans le **modèle Harrod-Domar** qui a exercé une importante influence sur l'économie du développement durant les Trente Glorieuses. Dans la mesure où la productivité du capital était supposée à l'époque constante (car dépendante de paramètres technologiques), **le modèle suggérait que le seul moyen pour un pays en développement d'accroître son taux de croissance passait par une augmentation de son épargne.** L'épargne privée étant insuffisante dans les pays en développement, **seule l'aide étrangère et l'État, par une politique d'excédents budgétaires, pouvaient accroître le taux d'épargne de l'économie,** finançant ainsi un taux d'investissement plus élevé. Toutefois, comme le soutient Bhagwati, le développement dépend plus de l'accroissement de la productivité du capital que de l'accroissement du taux d'investissement. Par ailleurs, rien ne garantit que l'aide étrangère se traduise par un accroissement identique de l'investissement : elle peut provoquer une baisse de l'épargne privée et de la productivité du capital.



## LES IDE : UNE SOLUTION FACE À L'INSUFFISANCE D'ÉPARGNE DES PED

**Rostow** soutient la thèse selon laquelle, si les pays développés sont passés avec succès par ces cinq étapes, les PED ne peuvent qu'emprunter les mêmes chemins. Selon lui, les problèmes des pays sous-développés sont fondamentalement les mêmes que ceux des pays développés, mais ils souffrent de plusieurs maux :

- un **mauvais positionnement dans la division internationale du travail**. Il suffirait donc qu'ils trouvent les bons créneaux, incorporant les facteurs de production dont ils disposent en abondance, pour trouver la voie du développement.
- une **insuffisance d'épargne** et, dans bien des cas, d'esprit d'entreprise. On peut contourner ces obstacles par les IDE entrants (importation de capitaux étrangers), qui suppléent à l'épargne insuffisante et apportent des techniques de production et de management modernes.

Cette thèse est critiquée non seulement les économistes qui n'adhèrent pas aux thèses libérales, mais aussi par certains libéraux qui lui reprochent de présenter une vision linéaire, euro-péo-centriste, du développement.

# LA QUESTION DU PARTAGE DES GAINS DE L'ÉCHANGE À L'INTÉRIEUR DE CHAQUE PAYS

Le théorème de Stolper-Samuelson met en évidence des **oppositions d'intérêts qui tiennent au partage des gains de l'échange à l'intérieur de chaque pays**, puisque selon le théorème HOS, la spécialisation de chaque pays en fonction de l'abondance relative des facteurs de production entraîne une modification du prix des facteurs et de la répartition des revenus. L'explication factorielle considère que **le groupe social propriétaire du facteur abondant dans une nation a intérêt à ce que son pays pratique le libre-échange ; inversement, le groupe détenteur du facteur ressource rare a intérêt à la protection.**

Dans les pays industrialisés où le capital est abondant, les capitalistes sont favorables au libre-échange tandis que les travailleurs sont favorables au protectionnisme. Certains modèles ont introduit trois facteurs (travail, capital et terre). **Le choix entre protection et libre-échange repose sur des coalitions entre groupes sociaux détenteurs de facteurs rares ou abondants.** Il est alors possible de mettre en évidence des conflits de classes (capitalistes et propriétaires terriens contre travailleurs) ou encore des conflits villes-campagnes (capitalistes et travailleurs contre propriétaires terriens).

Les modalités de résolution des conflits entre les groupes sociaux dont le revenu s'accroît et ceux qui voient leur revenu diminuer avec le libre-échange supposent des formes de redistribution pour indemniser les perdants par les gagnants, la question devient alors éminemment politique.

La prise en compte des conditions sociopolitiques de la mise en œuvre de la libéralisation commerciale conduit à relativiser les conclusions théoriques qui affirment que l'ouverture commerciale est toujours avantageuse pour la société.

# 2

## STRATÉGIE ET SOUTENABILITÉ DU DÉVELOPPEMENT

# 2.1.

## DÉVELOPPEMENT AUTOCENTRÉ OU DÉVELOPPEMENT EXTRAVERTI ?

Le débat relatif à la sortie du sous-développement pose notamment la question de l'ouverture économique. L'insertion dans le système commercial international constitue-t-il un moyen de moderniser l'économie ou, a contrario, cette dernière a-t-elle besoin de se développer dans un cadre protectionniste avant d'affronter la concurrence ?

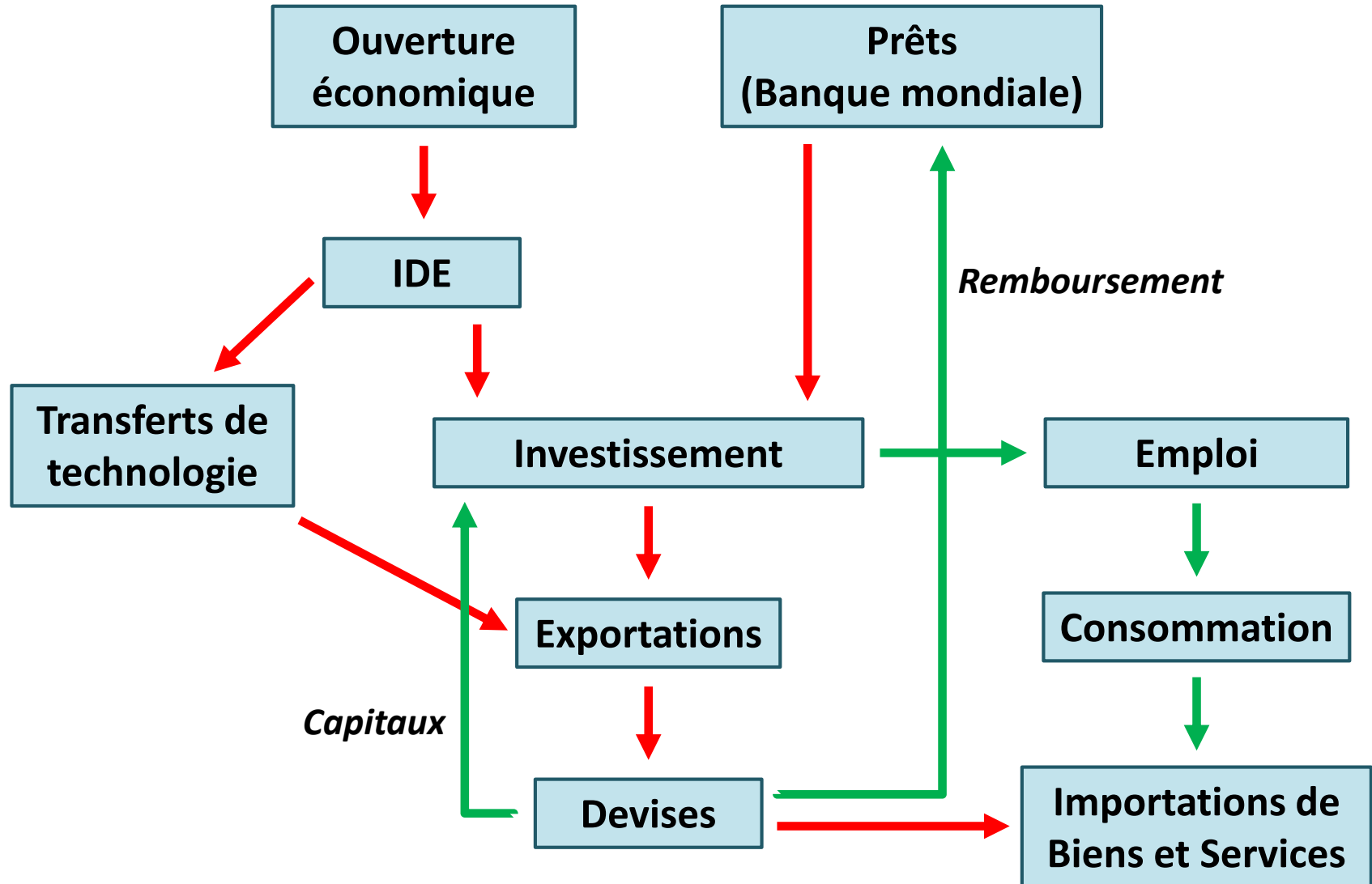
# DÉVELOPPEMENT ET MONDIALISATION

Selon les partisans de la mondialisation libérale, l'ouverture économique accroît la concurrence (ce qui bénéficie aux consommateurs), stimule l'innovation, tire la croissance vers le haut par les échanges, permet l'enrichissement des populations des PED et la satisfaction de leurs besoins.

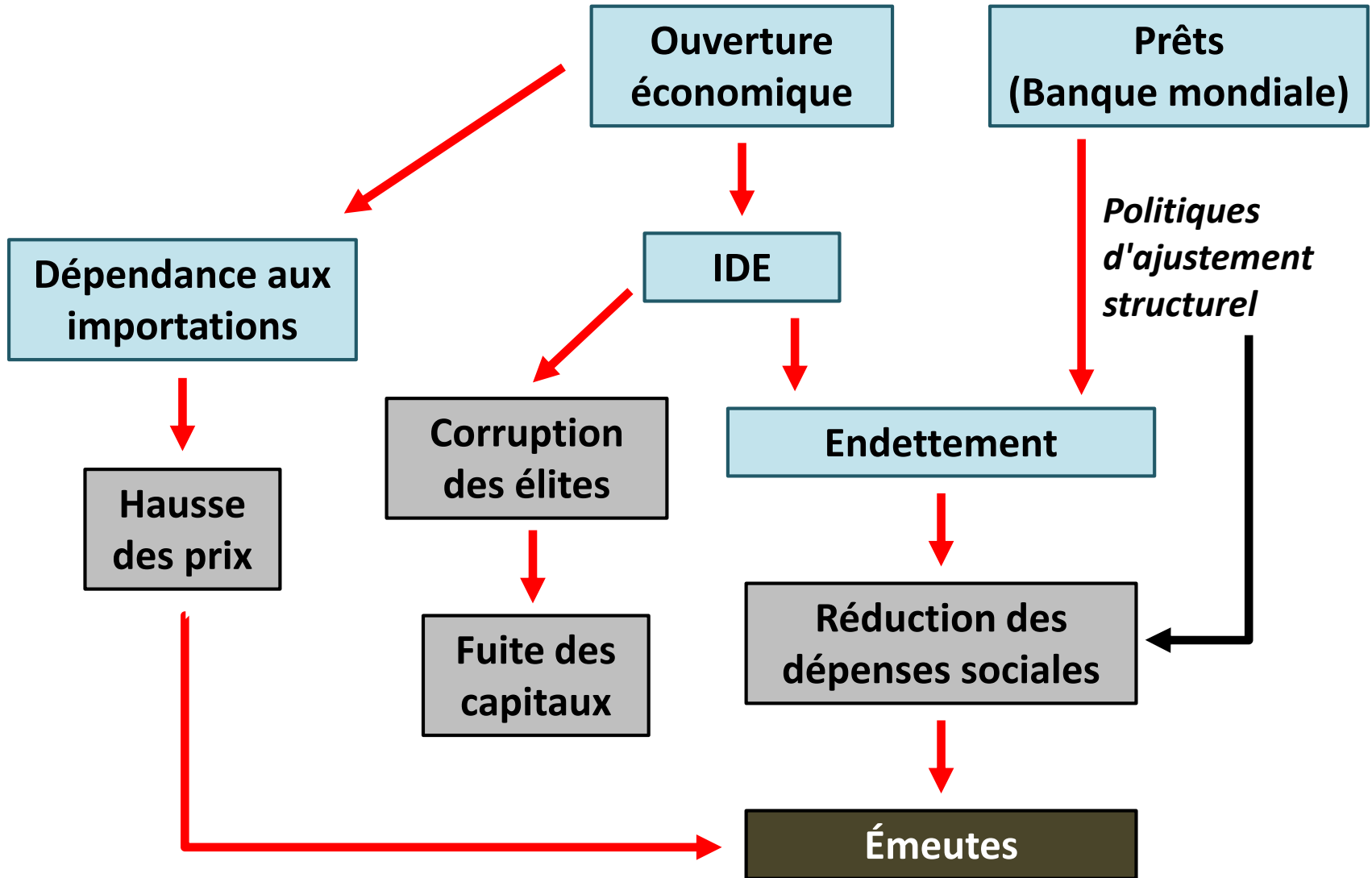
Selon les adversaires de la mondialisation libérale, l'ouverture économique engendre une concurrence qui ruine de nombreux producteurs nationaux (agriculteurs notamment), favorise la corruption, accroît les inégalités, tire les salaires vers le bas (dumping social), réduit les dépenses sociales (santé, éducation) et dégrade les conditions de vie des populations des PED.

Dans les faits, **la mondialisation a des effets différents selon les pays** : les pays émergents ont effectivement vu leur croissance décoller avec l'ouverture économique. Cependant certains ont choisi de s'industrialiser à l'abri de barrières douanières dans un premier temps (Corée du Sud) avant de s'ouvrir à la concurrence. Par ailleurs, la mondialisation met en concurrence les territoires et laisse de côté ceux qui ne présentent pas d'avantages économiques pour la division internationale du travail.

# LA MONDIALISATION : UN LEVIER POUR LE DÉVELOPPEMENT ?



# LA MONDIALISATION : UN FACTEUR DE MAL-DÉVELOPPEMENT ?



# L'ANALYSE NÉOCLASSIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL

L'analyse néoclassique du commerce international **reprend la thèse classique de l'avantage comparatif**, mais la reformule sur la base de la théorie de la valeur utilité. Trois auteurs ayant publié des travaux à des dates différentes, E. Heckscher en 1919, B. Ohlin en 1933 et P. A. Samuelson dans plusieurs articles de 1941, 1948 et 1949, sont à l'origine du **théorème HOS**.

Cette théorie affirme que, **dans l'échange international, les pays ont intérêt à se spécialiser dans les productions qui utilisent dans les plus grandes proportions le facteur de production dont ils sont relativement le mieux pourvus**. L'analyse repose sur des hypothèses déjà utilisées par Ricardo : l'immobilité des facteurs et la concurrence pure et parfaite.

**Chez Ricardo, les différences de coûts comparatifs s'expliquent par les différences de productivité (et donc de niveau de développement). Dans le théorème HOS, les écarts de coûts comparatifs sont indépendants du niveau de développement et s'expliquent par les différences internationales de dotations factorielles.**

De nombreuses controverses – dont le paradoxe de Leontiev –, sont issues de la confrontation de ces théories à la réalité des échanges internationaux.



# L'ANALYSE NÉOCLASSIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL

	Avantages comparatifs	Théorème HOS
Hypothèses	<ul style="list-style-type: none"><li>• Immobilité des facteurs</li><li>• Concurrence pure et parfaite</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Immobilité des facteurs</li><li>• Concurrence pure et parfaite</li></ul>
Explication des écarts de coûts comparatifs	Les écarts de coûts comparatifs s'expliquent par les différences de productivité et donc de niveau de développement.	Les écarts de coûts comparatifs sont indépendants du niveau de développement et s'expliquent par les différences internationales de dotations factorielles.

# UNE TROP FAIBLE SPÉCIALISATION COMMERCIALE INTERNATIONALE

Depuis la fin des années 1960, **l'analyse libérale critique les politiques protectionnistes adoptées par plusieurs PED**. S'appuyant sur la théorie néoclassique du commerce international (avantages comparatifs) et ses prolongements modernes (théorème HOS), **elle considère que le sous-développement est causé par une trop faible insertion dans le commerce international et que la voie du développement passe par la spécialisation des exportations**. Les PED doivent se spécialiser dans la ou les productions où ils disposent d'un avantage comparatif par rapport aux autres pays. Le sous-développement se caractérise par une trop faible exploitation et mise en valeur de leurs avantages comparatifs par les PED.

Des auteurs comme Jacob Viner et Gottfried Haberler incitent les PED à accentuer leur spécialisation dans les produits primaires. Les gains tirés de l'échange international leur permettront d'importer des biens d'équipement et ainsi d'amorcer leur *take off*. Ce raisonnement s'appuie sur les exemples réussis de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande. Cette approche sera reprise par les institutions internationales (FMI, Banque mondiale) au début des années 1980, période correspondant à l'économie d'endettement international.

# LE THÉORÈME HOS

Le **modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson** est le « modèle standard » de la théorie du commerce international. Basé sur l'avantage comparatif de Ricardo, le modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson vise à **expliquer les échanges internationaux par les différences de dotations en facteurs de production de chaque pays**. À travers ce modèle, les auteurs entendent prouver la supériorité du libre-échange et les bénéfices de la spécialisation.

**Le théorème HOS précise que l'avantage comparatif dépend de la dotation en facteurs de production du pays concerné** : main-d'œuvre, ressources naturelles, capital technique... Si tel est le cas, **il devrait y avoir, d'après le théorème, une tendance à l'égalisation de la rémunération des facteurs de production par baisse du prix du facteur rare, délaissé, et hausse du prix du facteur abondant, demandé** → convergence des revenus des facteurs à l'échelle internationale et « rattrapage ». **Le théorème de B. Ohlin explique que « les échanges de biens sont des échanges de facteurs »** → les facteurs circulent à l'intérieur des biens.

Quel que soit le choix de la spécialisation, elle sera mutuellement avantageuse pour le PED comme pour ses partenaires commerciaux du moment qu'elle concerne le secteur où l'avantage comparatif est présent → l'échange n'est pas un jeu à somme nulle.

Par extension, le théorème Stolper-Samuelson (1941) s'intéresse aux effets du protectionnisme sur les revenus. Logiquement, la protection élève la rémunération du facteur rare, au détriment du facteur abondant, et entretient une allocation sous-optimale des ressources.

**Selon cette approche, la participation au commerce international par l'intermédiaire de la spécialisation est donc la voie du développement.**

## LE PARADOXE DE LEONTIEV (1953)

Cherchant à vérifier la validité de la théorie néoclassique de l'échange international en s'appuyant sur le cas du commerce extérieur des États-Unis, **W. Leontiev met en évidence un paradoxe : les produits exportés par ce pays sont plus intensifs en facteur travail qu'en facteur capital.** En contradiction par conséquent avec le principe d'une spécialisation nationale fondée sur les dotations factorielles (théorème HOS). Leontiev observe que **les États-Unis, pourtant bien dotés en capital importent des biens intensifs en capital.**

Cherchant à comprendre cette anomalie, il l'explique par la productivité des travailleurs américains, très supérieure à l'époque. En effet, les États-Unis exportent des biens qui nécessitent une technologie avancée, donc un certain type de travail plutôt qu'un autre. Les exportations américaines incorporent majoritairement du travail qualifié ou très qualifié. **Les États-Unis disposant d'une main-d'œuvre plus qualifiée que la plupart de leurs partenaires commerciaux il est logique qu'ils exportent les produits de ce facteur de production.** Le paradoxe est donc levé → le commerce extérieur de ce pays est cohérent avec sa dotation factorielle, riche en travail qualifié et **le théorème HOS est donc vérifié**, contrairement à ce que semblait indiquer l'observation initiale.

## LE THÉORÈME HOS : UNE VISION CRITIQUÉE

**Eli Heckscher, Bertil Ohlin et Paul A. Samuelson ont modernisé la théorie des avantages comparatifs.** Ils insistent sur le fait que ces avantages comparatifs dépendent souvent du fait que certains pays sont richement dotés en équipement et en travail qualifié, et d'autres moins. En permettant aux seconds de trouver davantage de débouchés pour leurs produits, **l'échange international permet de mieux valoriser le travail peu qualifié, donc de réduire les écarts entre pays du Nord et pays du Sud.**

**Maurice Allais** réfute cette conclusion. Il souligne que les conditions de ce qu'il appelle le « **rendement social maximum** » sont souvent loin d'être appliquées. Les coûts sociaux et environnementaux de la transition peuvent être considérables et ne sont pas pris en compte dans les prix de vente. Si l'on ajoute des taux de change qui résultent davantage de décisions politiques (dans le cas de la Chine par exemple) ou de mouvements financiers, **les prix de vente à l'étranger ne reflètent pas les coûts de production et les avantages comparatifs n'ont plus guère de fondement objectif.**

## PARADOXE DE GRAHAM : LES ÉCARTS DE DÉVELOPPEMENT PEUVENT SE CREUSER

Ce paradoxe, formulé par l'économiste américain Frank D. Graham en 1923, explique **que l'échange international cesse d'être mutuellement avantageux si un pays adopte une spécialisation caractérisée par des rendements croissants et un autre une spécialisation assortie de rendements constants ou décroissants.** Même si le second profite des progrès du premier et d'une baisse des prix de ses importations, **le différentiel de rendement creusera peu à peu un écart de développement** entre les deux. Toutes les spécialisations ne se valent pas par conséquent. **La simple prise en compte du profil des rendements à long terme est de nature à invalider le raisonnement de la théorie classique et néoclassique qui repose sur l'hypothèse du rendement constant des diverses productions.**

Ce paradoxe montre non seulement que le libre-échange peut défavoriser un pays, mais aussi, ce qui est plus grave, qu'il peut induire une perte d'efficacité dans l'allocation des ressources et une régression du bien-être à l'échelle mondiale.

## ARGHIRI EMMANUEL (1972) : L'ÉCHANGE INÉGAL

Les économistes néo-marxistes ont théorisé la nature de l'échange qui s'effectue entre le « centre » (les pays développés) et la périphérie (les PED) : il s'agit de l' « échange inégal » dont une des formulations est proposée par l'économiste grec Arghiri Emmanuel (*L'échange inégal*, 1969).

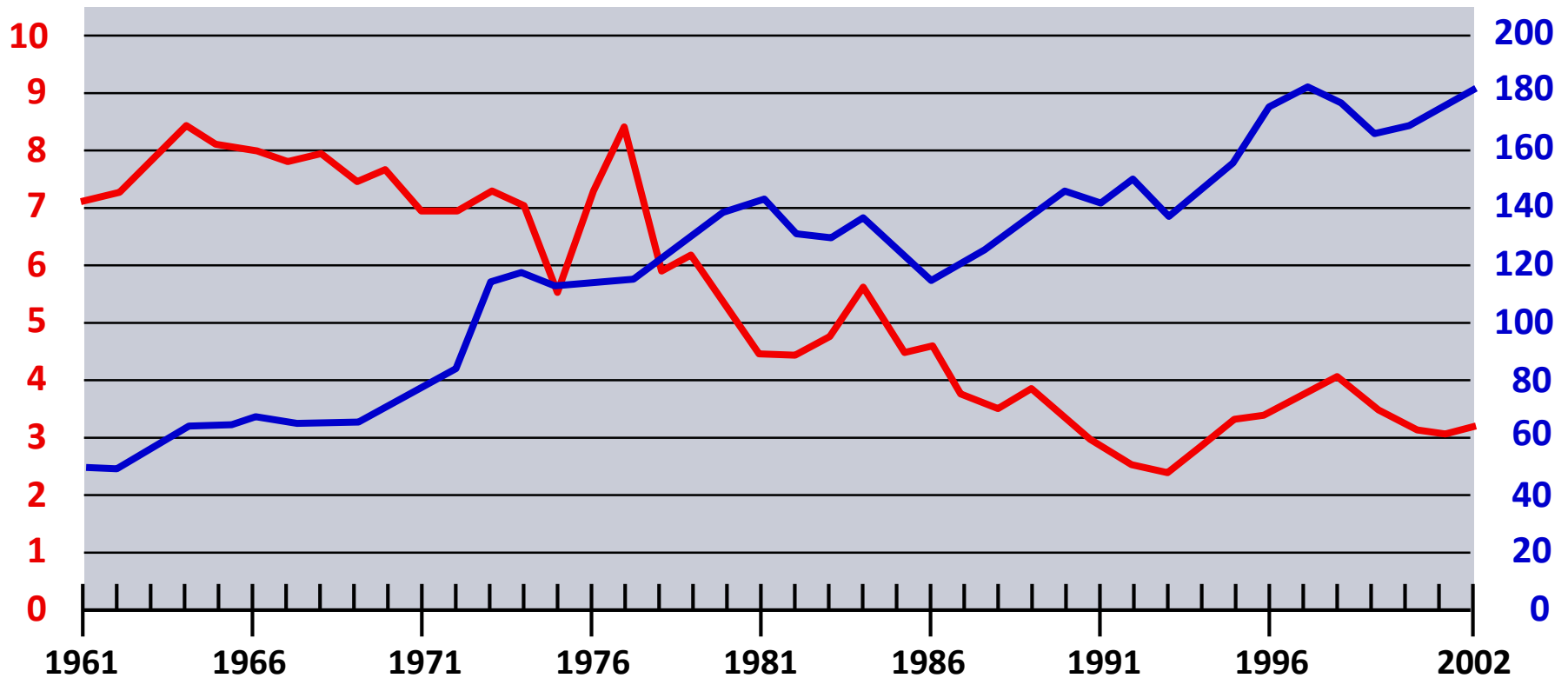
**Les économistes néo-marxistes considèrent que le sous-développement est le produit du capitalisme et donc du développement. C'est pourquoi le développement de la périphérie ne peut se faire, selon eux, dans le cadre du capitalisme.** Elle doit trouver d'autres voies de développement. Ainsi, pour assurer le développement de la périphérie, **Samir Amin va prôner la déconnexion, c'est-à-dire la rupture du lien de dépendance avec le centre par le protectionnisme, et faire la promotion d'un développement autocentré** (basé sur le marché intérieur). Mais cette déconnexion est aussi à l'origine de divergences au sein de l'école néo-marxiste, Arghiri Emmanuel s'y opposant par exemple.

Le concept d'échange inégal part de la théorie de la valeur de Marx selon laquelle la valeur d'un bien dépend des facteurs de production qui y sont intégrés. Or, pour réaliser un produit identique, les pays du « centre » versent des salaires plus élevés que ceux des pays de la « périphérie ». La hausse des salaires dans les pays du centre contribue donc à améliorer la valeur des biens qui y sont produits, au détriment de ceux produits par les pays de la périphérie → **l'échange est donc inégal par nature entre le centre et la périphérie car il est dû aux écarts de salaire entre les pays riches et les pays pauvres.**

# ÉVOLUTION DES TERMES DE L'ÉCHANGE : L'EXEMPLE DES PRODUITS AGRICOLES

Pays les moins avancés  
(milliards de \$)

Pays développés  
(milliards de \$)





## TERMES DE L'ÉCHANGE : L'ANALYSE DE PREBISCH ET SINGER

Selon Raul Prebisch et Hans Singer, **les termes de l'échange des économies exportatrices de produits primaires se seraient détériorés depuis le milieu du XIXe siècle.** À partir du constat empirique, ces deux auteurs mobilisent deux familles d'explications pour aboutir à la conclusion que **l'échange international peut ne pas être bénéfique pour les économies jeunes.**

- a) Du côté de la demande, il faut reprendre les lois d'Engel. **En même temps que le revenu mondial augmente, la structure de la demande se modifie. Les produits « inférieurs », essentiellement des produits primaires, voient leur poids relatif diminuer dans le panier de consommation.** Dès lors, les tendances de prix seront défavorables à ces produits relativement aux produits « supérieurs » tels que les biens manufacturés.
- b) Du côté de l'offre, le fonctionnement des marchés des biens et des facteurs de production relève de logiques différentes dans les économies du Nord et du Sud. Au Nord, les marchés de biens industriels sont plutôt oligopolistiques et bien organisés. Les gains de productivité ne se traduisent pas par des baisses de prix mais plutôt par une meilleure rémunération des facteurs, en particulier du facteur travail. **Au Sud, les marchés de biens primaires sont fortement concurrentiels** ou à tendance oligopsonique (peu d'acheteurs). La force de travail est moins bien organisée. Dès lors, **les gains de productivité profitent essentiellement aux consommateurs par des baisses de prix.**

## BHAGWATI : LA CROISSANCE APPAUVRISANTE

Selon Bhagwati, **la spécialisation peut conduire à une croissance appauvrissante** si :

- la croissance est systématiquement orientée vers le bien exportable ;
- l'économie a un fort degré d'ouverture (ratio Exportations/PIB élevé) ;
- la demande mondiale est faiblement élastique au prix (l'excès d'offre fera fortement chuter le prix d'équilibre) ;
- le pays est un gros exportateur (forte part de marché), c'est-à-dire que l'augmentation de ses exportations modifie les conditions de l'équilibre mondial.

La dernière hypothèse réduit la portée du modèle car **peu de P.E.D. sont réellement « faiseurs de prix » sur les marchés.** Cependant, la forte détérioration des termes de l'échange des pays exportateurs de produits primaires pendant la décennie 80 a relancé l'intérêt pour la croissance appauvrissante. Au cours de cette période, de nombreux P.E.D. ont rencontré des problèmes de dette extérieure qui les ont conduits à négocier avec les institutions internationales (F.M.I., Banque Mondiale). **La plupart du temps, les programmes d'ajustement structurel qui ont été élaborés, contenaient un volet commercial très clair : le développement des exportations génératrices de devises étrangères.** Ainsi, **au même moment un grand nombre d'offreurs de produits de base ont adopté la même stratégie de promotion de leurs exportations, ce qui a pu produire des excès d'offre.** Lorsque beaucoup de petits pays augmentent leur offre d'exportations, l'équilibre du marché mondial s'en trouve modifié. Les institutions de Bretton-Woods (FMI, Banque mondiale) semblent le reconnaître aujourd'hui.

# KRUGMAN : LA PRÉFÉRENCE DES CONSOMMATEURS POUR LA DIVERSITÉ CONTRE LA SPÉCIALISATION DES ÉCONOMIES

**Paul Krugman** critique lui aussi la loi de Ricardo qu'il estime trop statique : **un pays qui démarre dans une activité est forcément moins efficace que celui qui la maîtrise depuis longtemps et qui a pu en outre bénéficier des économies d'échelle.** Mais une fois les plâtres essuyés, il se peut que le pays à faible efficacité initiale dépasse ensuite tous ses concurrents (argument déjà avancé au XIXe siècle par Friedrich List qui entendait protéger « les industries dans l'enfance »).

Krugman remarque (1979) que **l'essentiel du commerce international n'est pas nord-sud – avec des termes inégaux de l'échange – mais bien nord-nord et que les biens échangés sont très similaires** : la Suède exporte ses Volvo vers l'Allemagne qui lui vend des BMW. **La préférence des consommateurs pour la diversité** explique la coexistence de différents modèles de voitures et de constructeurs, là où la théorie classique supposerait une spécialisation des économies respectives. C'est pourquoi il y a spécialisation par marque au lieu de spécialisation par produit. **Le commerce international reste bénéfique même entre pays aux économies identiques parce qu'il permet à chacune des entreprises d'économiser des coûts en bénéficiant d'un réservoir de consommateurs plus large** que sur le seul marché domestique et parce qu'il permet au consommateur de bénéficier d'un choix plus large et de prix plus bas en aiguisant la compétition entre sociétés.

Dans un article intitulé *Le libre-échange est-il dépassé ?* (1987) Krugman apporte un changement radical dans le débat : **en introduisant explicitement les entreprises comme agents dans la théorie du commerce international, il minimise le rôle central des pays et écarte ainsi l'idée de « commerce international » qu'il remplace par un « commerce dans un espace mondial » où les frontières nationales n'ont plus qu'un rôle secondaire** (ce que traduit le terme « mondialisation »). Ce point de vue est probablement excessif pour la plupart des produits.

## Conclusion

**« *Poussé trop loin, le libre-échange intégral peut poser autant de problèmes qu'il n'en résout* » (Henri Bourguinat, 2003). À l'inverse, les politiques protectionnistes connaissent elles aussi des limites. Les argumentations tant en faveur du libre-échange que du protectionnisme ont dû être révisées en profondeur. Les positions en présence se sont faites plus nuancées et plus sophistiquées. À cet égard, la position de Krugman est significative : il démontre la supériorité de la protection et conclut qu'il faut préférer le libre-échange, mais par défaut. Les défenseurs du libre-échange ne voient plus en lui l'optimum absolu, mais au mieux la moins mauvaise des solutions recommandables : une solution sous-optimale économiquement, mais politiquement raisonnable.**

# 2.2.

## CROISSANCE ÉQUILIBRÉE OU CROISSANCE POLARISÉE ?

S'inspirant de l'exemple des pays qui se sont industrialisés au cours du XIXe siècle, les pays en développement ont largement privilégié les politiques visant à développer l'industrie, quitte à négliger l'agriculture. Toutefois, ces politiques volontaristes n'ont pas toujours rencontré le succès. Une des questions porte sur la meilleure efficacité des investissements. Faut-il les concentrer – afin d'obtenir des effets d'entraînement –, ou faut-il chercher à provoquer des synergies ? Les choix industriels opérés par les PED reflètent ce débat.

# LES STRATÉGIES D'INDUSTRIALISATION

Dans les années 60 et 70, la plupart des pays du tiers-monde privilégient l'industrie au détriment de l'agriculture. Un consensus se met en place **pour lier de manière forte développement et industrialisation**. En effet, **beaucoup de pays ont en mémoire les dégâts provoqués par leur spécialisation dans les produits primaires**. De plus, **le secteur industriel est supposé générer des externalités positives par effet d'entraînement sur les autres secteurs** de l'économie – par l'intermédiaire de gains de productivité, d'un accroissement de la qualification de la main-d'œuvre et en suscitant du progrès technique. De l'autre côté, **l'agriculture est considérée comme un secteur archaïque**, à faible potentiel de productivité, qui se développera grâce aux effets d'entraînement de l'industrie. On retrouve ici l'influence de la thèse dualiste d'Arthur Lewis.

Il faut cependant choisir dans quelles branches de l'industrie investir. **Deux thèses s'opposent sur le sujet. Ragnar Nurske et Paul Rosenstein-Rodan considèrent qu'il faut développer une croissance équilibrée**, c'est-à-dire répartir les investissements dans toutes les branches industrielles afin d'assurer simultanément une offre et une demande pour éviter tout déséquilibre (*Big Push*). Ils s'appuient sur la loi des débouchés de Say, clé de voûte des théories néoclassiques de la croissance.

À l'inverse, **Albert Hirschman et François Perroux envisagent une croissance déséquilibrée** : il faut concentrer les investissements dans les secteurs moteurs de l'économie (les « pôles de croissance » de F. Perroux) afin de susciter une croissance à travers des effets d'entraînement. Il ne faut donc pas gaspiller le capital dans des branches qui n'auront pas de retombées positives sur toute l'économie. Ces travaux susciteront les stratégies basées sur le développement de l'industrie lourde.

## « CROISSANCE ÉQUILBRÉE » OU « CROISSANCE POLARISÉE » ?

La thèse de la **croissance équilibrée**, soutenue par **Ragnar Nurkse**, avance que **les investissements doivent être coordonnés entre les différentes branches**. Nurkse explique cela par la nécessité de **sortir du cercle vicieux de la pauvreté** : à un faible niveau de revenu et de productivité correspondent une capacité d'épargne insuffisante et un manque de capital qui eux-mêmes expliquent la faiblesse de la productivité. **Pour que le cercle devienne vertueux, Nurkse propose « l'attaque frontale » : une vague d'investissements diversifiés dans tous les secteurs**. La thèse du *Big Push* va dans le même sens : **des investissements polarisés seront sans efficacité mais des investissements massifs dans différents domaines (industrie, éducation, infrastructures...) engendreront une synergie qui provoquera le décollage de l'économie**.

À l'opposé, **Albert O. Hirschman** préconise une croissance « **polarisée** » ou « **déséquilibrée** » à partir de « **pôles de développement** ». Pour lui, la thèse de la **croissance équilibrée n'est qu'une variante de la théorie keynésienne de la crise, qui applique au sous-développement une thérapie initialement destinée au sous-emploi**. Le développement est le résultat de « **déséquilibres moteurs** » qu'il revient à l'État d'organiser. Ainsi, **partisans d'une croissance équilibrée ou déséquilibrée s'accordent sur la place majeure que doit occuper l'État**. Pour les premiers, il doit corriger les imperfections du marché quand celui-ci ne parvient pas à assurer une allocation optimale des ressources à cause des externalités de l'investissement ; pour les seconds, l'État doit organiser des états non concurrentiels en favorisant la constitution d'industries en amont des filières.

## LE « *BIG PUSH* » : UNE EFFICACITÉ CONTROVERSÉE

S'opposant à Albert O. Hirschman, partisan d'une croissance déséquilibrée, **Paul Rosenstein-Rodan (1943) est partisan d'un *big push*, c'est-à-dire d'une aide massive à tous les secteurs afin de favoriser le développement.** En effet, pour de nombreux économistes du développement des années 50, les pays les plus pauvres sont enfermés dans une trappe à pauvreté → seul un **effort massif d'investissement financé par l'aide internationale peut leur permettre de décoller.**

En 2005, le rapport des Nations unies sur les Objectifs du millénaire renoue avec cette approche que l'économiste américain William Easterly a voulu tester. Sa conclusion montre qu'aucun pays ne connaît de trappe à pauvreté (mesurée par une absence totale et durable de croissance). Par ailleurs, l'influence de l'aide sur l'investissement et la croissance est plus qu'incertaine. Quant aux rares pays à avoir décollé, l'aide n'y apparaît pas comme un facteur déterminant. **Easterly montre que la qualité des institutions politiques est un facteur bien plus important pour le développement qu'une arrivée d'aides massive.**

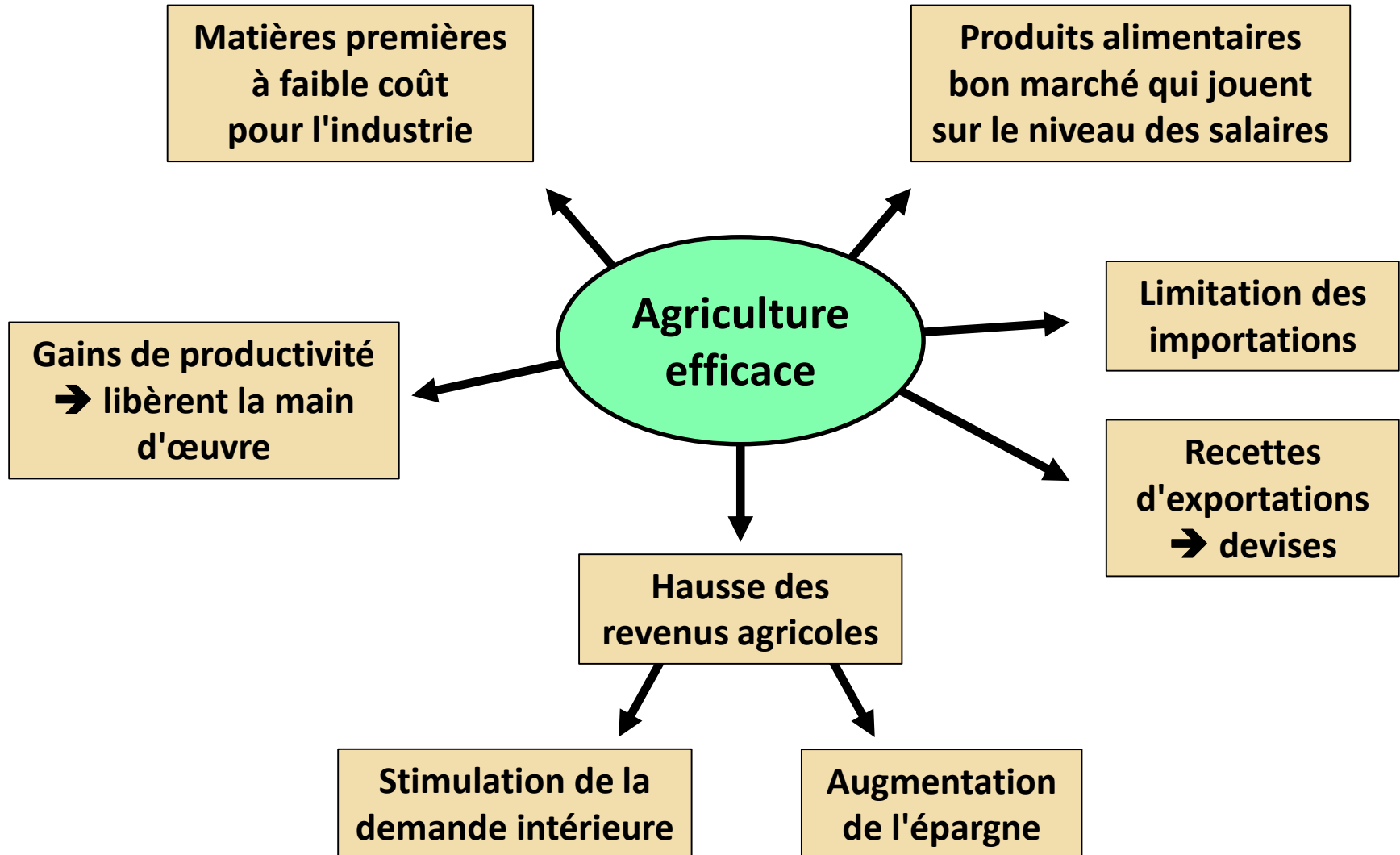


## FRANÇOIS PERROUX : SUSCITER DES « PÔLES DE DÉVELOPPEMENT »

Face à la thèse du *Big Push* qui vise à donner une impulsion massive à l'ensemble de l'économie, **Albert Hirschman**, théorise la **croissance déséquilibrée** et met l'accent sur les pôles de croissance. Il préconise de concentrer les efforts d'investissement sur un nombre limité de secteurs ayant des effets d'entraînement comme l'industrie lourde.

**François Perroux**, comme Hirschman, estime que, pour remédier à la dispersion des ressources nécessairement rares, il faut **concentrer les investissements en des points précis** de l'économie et du territoire : sectoriellement **autour d'industries motrices** et géographiquement dans les **zones portuaires** et littorales. Il met aussi l'accent sur l'économie non-officielle. Constituée de petits métiers qui fournissent des emplois aux ruraux venus en ville et qui joue un rôle d'intermédiaire entre l'économie moderne et l'économie traditionnelle.

# LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, UN PRÉALABLE À L'INDUSTRIALISATION ?



# RAUL PREBISCH : LA RÉFORME AGRAIRE POUR CASSER LA RENTE FONCIÈRE

L'Argentin **Raul Prebisch** (1901-1986) fait partie des auteurs de l'école de la dépendance. Son analyse porte essentiellement sur **l'effet des oligarchies dirigeantes** et des monopoles du « Centre » (pays du Nord) sur l'économie des pays de la « Périphérie » (PED). Il montre qu'il y a dans ces derniers **non pas une insuffisance mais une mauvaise utilisation de l'épargne**, car les profits dégagés dans le Tiers-monde sont dilapidés par l'oligarchie des propriétaires terriens et de la « *bourgeoisie compradore* » ou rapatriés vers le Centre. **Il préconise donc une réforme agraire, (redistribution des terres) pour casser la rente foncière**, l'instauration du protectionnisme et la constitution d'un État-entrepreneur comprenant des entreprises nationalisées.

Les pays d'Amérique latine ont le plus souvent fait l'impasse sur les réformes agraires, maintenant des structures agraires très inégalitaires (*latifundia*).

Les positions radicales de l'école de la dépendance sont assez proches de certaines analyses néo-marxistes. Des positions plus modérées apparaissent dans l'école de l'économie du développement traditionnelle.



**RÉVOLUTION VERTE**

Hausse des coûts de production

Production céréalière X 2 en 20 ans

Endettement paysan

Grandes exploitations favorisées

Exode rural

Aggravation des inégalités sociales

Autosuffisance alimentaire

Exportation de produits agricoles

## LA STRATÉGIE DES « INDUSTRIES INDUSTRIALISANTES »

Cette voie, suivie en particulier par l'Inde dans les années 1950 et l'Algérie à partir de 1967, vise à construire une industrie par l'amont et non par l'aval (comme l'ont réalisé les pays précédents), par une **politique volontariste de l'État** à travers une planification publique (plans quinquennaux indiens à partir de 1948) : c'est la stratégie des « industries industrialisantes. »

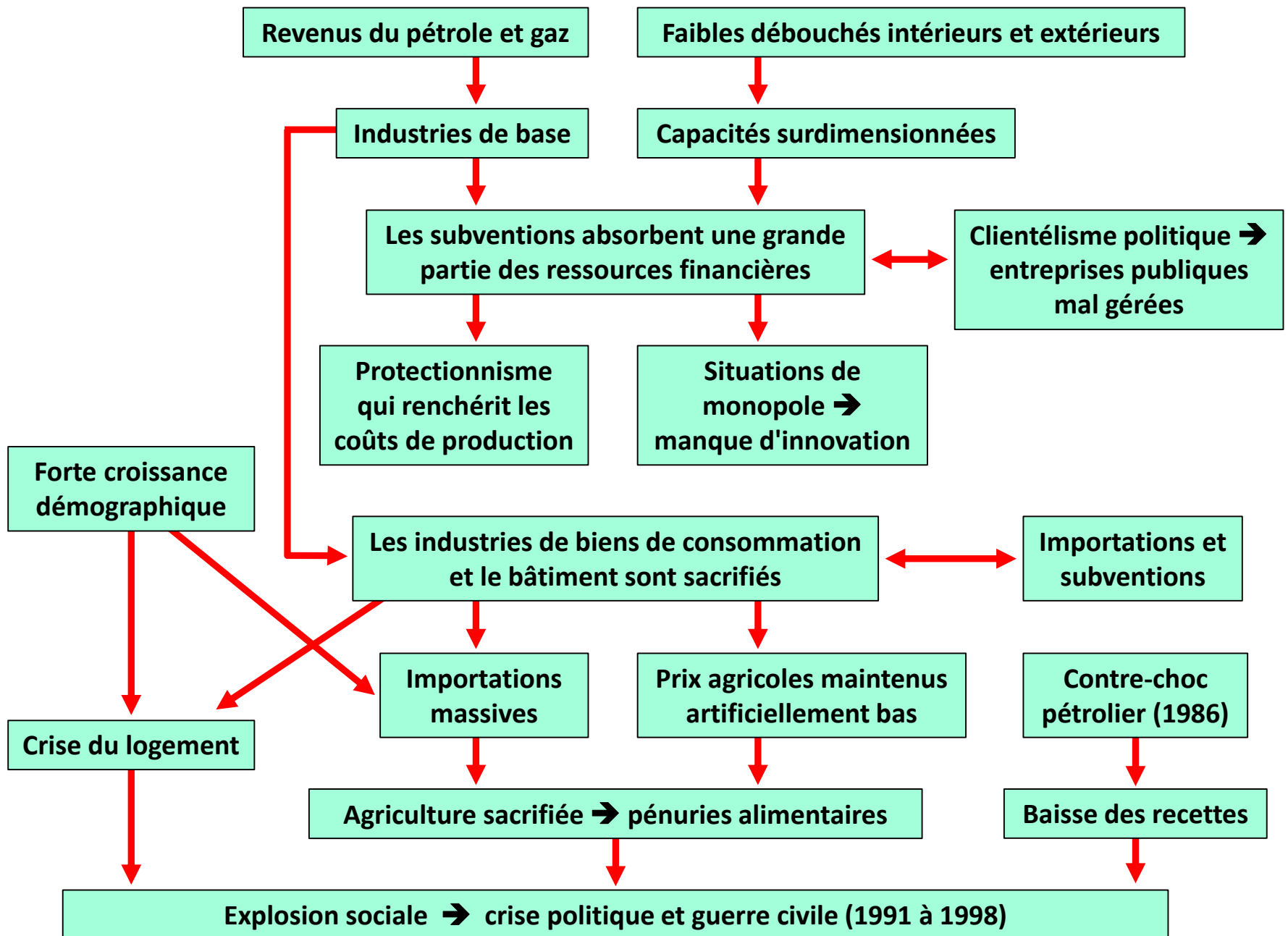
**Inspirées de l'expérience de l'URSS et de la thèse de la croissance déséquilibrée** (Fr. Perroux), en particulier pour l'Algérie) cette stratégie amène l'État à orienter les investissements à la place du marché (la faible rentabilité initiale de ces investissements découragerait des acteurs privés) dans les secteurs stratégiques pour **constituer des pôles industriels de croissance** qui, par les **effets d'entraînement** (industries « industrialisantes »), propageront le développement dans tous les autres secteurs industriels en aval. **Ces secteurs privilégiés sont ceux de l'industrie lourde** en amont du processus productif qui, en dégagant des gains de productivité, favoriseront la croissance de l'économie tout entière (mécanisation de l'agriculture par exemple...). Le secteur primaire, lui, doit fournir les biens de consommation intermédiaires à l'industrie et des débouchés aux biens d'équipement qui y sont produits.

Ainsi l'Algérie oriente, par la planification de ses investissements, ses capitaux vers l'industrie de biens d'équipement. L'État réunit plusieurs industries en « pôles de croissance » censés générer des synergies et des externalités positives : la sidérurgie, la chimie, la mécanique...

# LES INDUSTRIES INDUSTRIALISANTES : L'EXEMPLE DE L'ALGÉRIE

1. À partir de ses ressources en pétrole et gaz, l'Algérie édifie des industries de base : pétrochimie, cimenteries, sidérurgie...
2. Les capacités de production sont calculées pour réaliser des économies d'échelles.
3. Du fait de l'insuffisance des débouchés intérieurs et extérieurs, les capacités sont surdimensionnées et sous-utilisées.
4. Le gouvernement est contraint de les subventionner.
5. Ces subventions énormes absorbent une grande partie des ressources financières.
6. En prohibant l'entrée de produits étrangers concurrents, les entreprises sont obligées d'utiliser les produits fabriqués en Algérie, ce qui renchérit leurs coûts.
7. Ces activités de base, organisées sous la forme d'entreprises publiques en situation de monopole sur un marché protégé, deviennent obsolètes par manque d'innovation.
8. Elles deviennent le refuge de la clientèle politique du régime et sont généralement mal gérées.
9. Cette politique, qui suppose un effort financier considérable, conduit à sacrifier d'autres secteurs comme les industries de biens de consommation et le bâtiment.
10. L'Algérie doit importer massivement des biens de consommation et connaît une profonde crise du logement.
11. Les prix agricoles sont maintenus artificiellement bas, pour nourrir la population pauvre.
12. L'agriculture sacrifiée, alors que la population augmente fortement, conduit à des pénuries alimentaires, nécessitant des importations et des subventions aux biens de première nécessité.
13. Avec le contre-choc pétrolier de 1986, la situation s'aggrave, conduisant à une explosion sociale, une crise politique et une guerre civile de 1991 à 1998.

# ALGÉRIE : LE CHOIX DES « INDUSTRIES INDUSTRIALISANTES »



# L'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS (ISI)

Cette stratégie d'industrialisation par substitution aux importations, d'abord simple improvisation des grands pays d'Amérique latine, est ensuite théorisée par les travaux de **Raul Prebisch** qui reprennent le « protectionnisme éducateur » de Friedrich List. Elle est mise en œuvre dans les années 1950 dans la majorité des PED, généralisée en Amérique latine mais aussi en Asie (Corée, Philippines...) et en Afrique (Sénégal, Kenya...).

Il s'agit de **se libérer de la dépendance au commerce international en substituant progressivement la production nationale aux importations**. L'accroissement de la production nationale **présuppose une demande interne suffisante** pour l'absorber et éviter une crise de surproduction. **Cette stratégie nécessite donc la mise en place d'une réforme agraire pour redistribuer les revenus** et la constitution de marchés intégrés régionaux (Association latino-américaine de libre commerce – ALALC, 1960). **Elle nécessite aussi des politiques protectionnistes** et le financement des investissements massifs, provenant souvent de l'extérieur (**financement par endettement international**). Le développement doit être assuré par une **stratégie de remontée de filière** qui permet de diversifier la production. Le pays produit d'abord des biens de consommation basiques (biens alimentaires, textile), puis il produit des biens plus élaborés (chimie puis biens industriels, d'équipement...). À terme, cette stratégie d'industrialisation par l'aval doit donc aboutir à une production industrielle diversifiée assise sur un marché intérieur stable.

**La remontée de filière** est un processus permettant de réaliser la production située en amont d'une activité. En produisant un bien, on acquiert progressivement des techniques de production permettant de réaliser les facteurs de production nécessaires à sa fabrication. On peut alors ensuite produire en amont les biens intervenant dans la production du premier et ainsi de suite. À terme, il est possible de maîtriser l'ensemble d'une filière. Cette stratégie permet la concentration verticale des entreprises.



# PROMOTION DES EXPORTATIONS ET SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS

On distingue les politiques qui font de la promotion des exportations le fondement de la croissance des pays en développement, de celles qui encouragent une production locale se substituant aux importations.

Pour cette dernière optique, théorisée dans les années 70 par Raul Prebisch, Gunnar Myrdal ou Hans W. Singer, le rôle de l'État est capital. La thèse sur laquelle elle est fondée affirme qu'il existe une **inégaie répartition des gains de productivité dans les biens exportés par les pays industriels et les pays en développement. Les premiers font bénéficier leurs propres salariés des gains de productivité, sous forme d'une croissance de salaire, et non leurs clients extérieurs, par une baisse des prix des produits exportés.** À l'inverse, le prix des produits importés par les pays riches ne cesse de baisser.

Même controversée, **cette thèse de la dégradation des termes de l'échange a justifié l'interventionnisme de l'État : politique de redistribution des revenus et réformes agraires afin d'élever la demande intérieure, politiques protectionnistes ciblées (quotas et tarifs douaniers) afin de "protéger les industries dans l'enfance"** (F. List) tout en leur assurant des *inputs* à bon marché et le contrôle des investissements étrangers.

## LA PROMOTION DES EXPORTATIONS (PE)

La stratégie de promotion des exportations – appelée aussi « substitution aux exportations » –, a été initiée dès les années 1950 par deux pays asiatiques, Hong Kong et Singapour, rejoints dans les années 1960-1970 par la Corée du Sud et Taiwan (ces quatre pays devenant les NPIA : nouveaux pays industrialisés asiatiques ou les « 4 Dragons ») et certains pays d'Amérique latine comme le Brésil, le Chili ou le Mexique. Dans les années 1980, d'autres pays asiatiques leur emboîtent le pas : Chine, Malaisie, Thaïlande. Il s'agit de **substituer progressivement aux exportations de produits primaires des produits de plus en plus élaborés par la remontée de filières** : remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles, plus intensives en capital et à plus forte valeur ajoutée ; passer de l'industrie légère à l'industrie lourde, **en intégrant progressivement du progrès technique et en assurant la formation de la main-d'œuvre.**

Ce développement extraverti n'a donc été un succès que pour les pays qui ont su faire évoluer leur spécialisation en remontant la filière de leurs exportations. Ainsi **plusieurs pays d'Amérique latine n'ont pas réussi à sortir de leur spécialisation initiale et ont vu leur dette extérieure s'accroître fortement à la fin des années 1970 et au début des années 1980.**

**La crise asiatique de 1997, qui a secoué durement la Thaïlande ou la Malaisie, démontre aussi la fragilité de cette stratégie si la remontée de filière ne se fait pas assez vite** : ces pays se retrouvent dépendants des firmes transnationales (on parle de « pays ateliers ») qui y sont implantées et qui peuvent démanteler leurs unités de production très rapidement en cas de retournement de situation politique, économique ou sociale.

## ISI : LES RAISONS D'UN ÉCHEC

À court terme, les stratégies basées sur les ISI semblent atteindre leurs buts : la production industrielle se diversifie à travers la constitution d'un appareil productif modernisé et la richesse produite par habitant augmente, en particulier dans les grands pays comme l'Inde, le Brésil ou le Mexique. Mais, à la fin des années 1970, un constat s'impose : ces stratégies n'ont pas permis d'entretenir un processus durable de croissance et de développement ; la pauvreté et les inégalités sont toujours fortement présentes.

Pourquoi cet échec ? Tout d'abord, **l'insuffisance du marché intérieur** ne permet pas d'assurer des débouchés aux produits industriels (par exemple, en Amérique latine, l'intégration régionale du traité de Montevideo ne permet pas de réaliser l'extension des marchés) et les biens d'équipement ne sont pas compétitifs sur le marché international. De plus, **ces stratégies nécessitent un accroissement des importations**, en particulier des technologies et des biens d'équipement pour assurer l'industrialisation, mais aussi parfois de produits agricoles du fait de l'abandon du secteur primaire.

Les pays se retrouvent dans une situation de **dépendance technologique** vis-à-vis de l'extérieur, ce qui va générer un **déficit important de leur balance des paiements**. Cette dépendance est à l'origine de la « crise de la dette » dans laquelle s'enfoncent plusieurs pays d'Amérique latine à partir de 1982.

**Les libéraux, eux, vont pointer trois responsabilités dans cet échec** : un État trop présent qui se substitue au marché, une spécialisation industrielle trop précoce et un développement qui s'est coupé du commerce international.

# ISI : LES RAISONS D'UN ÉCHEC

Analyse non libérale	Analyse libérale
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>l'insuffisance du marché intérieur</b> ne permet pas d'assurer des débouchés aux produits industriels.</li><li>• <b>les biens d'équipement ne sont pas compétitifs sur le marché international.</b></li></ul>	État trop présent qui se substitue au marché.
<b>Ces stratégies nécessitent un accroissement des importations</b> → <b>déficit de la balance des paiements</b>	Spécialisation industrielle trop précoce.
	Le développement est coupé du commerce international. La voie du développement passe par la spécialisation des exportations.

## REMISE EN QUESTION DU DIRIGISME

Cette stratégie a été mise en œuvre par un grand nombre de pays d'Amérique latine et d'Asie dans les années 50 et 60. Néanmoins, c'est sur ce dernier continent que des États ont rapidement adopté une orientation nouvelle, consistant à substituer des exportations industrielles aux exportations de produits primaires en utilisant leurs avantages comparatifs, en particulier le faible coût de leur main-d'œuvre, puis en « remontant la filière ».

Contrairement à ce qui est quelquefois affirmé, ce dernier modèle n'a rien de libéral : l'intervention de l'État y est très présente. La Corée du Sud offre une illustration de ce dirigisme jusque dans les années 80 : contrôle étatique du système bancaire, planification des secteurs prioritaires, haut niveau d'éducation, « protectionnisme éducatif » qui n'autorise que les seules importations destinées aux secteurs exportateurs.

Ainsi, **jusque dans les années 80, c'est le « plus d'État » qui semble l'emporter. La crise de la dette à partir de 1982 va changer la donne.** À une phase interventionniste va succéder une période où le marché apparaît comme la solution. Comment expliquer ce retournement brutal ? Quel bilan peut-on faire de cette période où le développement supposait toujours moins d'État ?

# L'ÉCHEC DES POLITIQUES DIRIGISTES

Un certain nombre de faits semblent rendre patent cet échec. Il s'agit d'abord de la dette publique et privée, qui témoigne **d'investissements peu productifs parce que mal adaptés aux besoins de ces pays**. Ensuite, **l'existence d'un secteur public hypertrophié**, qui laisse peu d'initiatives aux entrepreneurs. Par ailleurs, compte tenu des incertitudes croissantes (prix des matières premières, taux d'intérêt et de change, débouchés sur les marchés extérieurs), les gouvernements commettent des erreurs stratégiques et les planificateurs accumulent les écarts entre prévisions et réalisations, le plus souvent dans le sens d'une surestimation de la croissance future.

Tout cela se traduit par des **déficits publics élevés, des dévaluations en chaîne et de l'hyperinflation** (Argentine, Brésil...). D'un point de vue social, les inégalités se creusent. Dans les années 90, la chute du régime soviétique signe l'échec d'un modèle de développement fondé sur la centralisation autoritaire.

Les explications de cet échec sont nombreuses. On ne s'étonnera pas que, pour les libéraux, il s'agisse de l'incapacité de l'État à assurer la régulation économique et l'allocation optimale des ressources, bref, à se substituer au marché.

# 3

## INSTITUTIONS ET DÉVELOPPEMENT

L'insertion dans le système d'échanges mondial est souvent présentée comme la solution qui doit permettre de sortir du sous-développement. De fait, l'exemple des pays émergents semble montrer l'efficacité de l'ouverture économique : une place accrue accordée au marché conduit à une meilleure efficacité de l'économie et, par là, à une meilleure satisfaction des besoins des populations. Dans les années 80, la libéralisation de l'économie et la crise de la dette favorisent la mise œuvre des politiques d'ajustement structurel dans de nombreux PED. Imposées par les institutions internationales, ces politiques ont souvent des effets sociaux désastreux, sans pour autant prouver leur efficacité au plan économique. De nombreux auteurs pointent du doigt la faiblesse des institutions nationales et insistent sur la nécessité de les réformer.



# 3.1.

## LA MODERNISATION DE L'ÉCONOMIE PAR LE MARCHÉ

Dans les années 1980, les théories libérales du commerce international comme solution à la question du développement ont donné lieu à un ensemble de prescriptions de la part des institutions économiques internationales. Le « consensus de Washington » résume ces politiques. Porté par le vent libéral qui suit la chute du communisme, ce programme a été très largement appliqué, surtout dans les pays endettés du sud.

# LE CONSENSUS DE WASHINGTON (1989) : UN LIBÉRALISME CONTRAINT

En 1989, l'économiste américain John Williamson a établi une liste de **dix prescriptions pour redresser les économies en difficulté**, notamment celles d'Amérique latine en proie à la dette. Ce programme baptisé « **consensus de Washington** » résume les politiques préconisées par les grandes institutions internationales ayant leur siège dans la capitale fédérale : Banque Mondiale, FMI et Département du Trésor américain.

Porté par le vent libéral qui suit la chute du communisme, **ce programme a été très largement appliqué, surtout dans les pays endettés du sud** car, au-delà de son succès idéologique, ses prescriptions sont un passage obligé pour ceux qui demandent au FMI le rééchelonnement de leur dette. En effet, les prêts du FMI sont débloqués à mesure de la mise en œuvre des **Plans d'Ajustement Structurel** établis par ses experts qui en sont directement inspirés et constituent la condition indispensable pour renégocier la dette avec les créanciers publics (Club de Paris) et privés (Club de Londres).

## L'AJUSTEMENT STRUCTUREL : MOINS D'ÉTAT

Pour répondre à la crise de la dette des pays en développement dans les années 80, la Banque mondiale a mis en place un système d'aides conditionnées par de profondes réformes de l'État. Ces réformes vont toutes dans le sens d'une **promotion des mécanismes de marché**, au détriment de l'intervention de l'État. La contraction du déficit budgétaire imposée par la Banque mondiale se traduit par une **réduction des investissements publics, des programmes sociaux et du nombre de fonctionnaires**. La **diminution de la protection douanière** et la dévaluation visent une meilleure insertion des pays en développement dans le commerce international. S'engage aussi, dans de nombreux pays, un vaste programme de **privatisation des entreprises publiques**, surtout en Amérique latine : au Mexique, depuis 1982, le nombre d'entreprises a été divisé par cinq, en l'Argentine, le mouvement a atteint le téléphone, l'électricité, la distribution d'eau...

Ces **programmes d'ajustement structurel** participent d'un changement profond des conceptions en matière de développement. **Les nouveaux pays industrialisés sont élevés au rang de modèle. Leur réussite est attribuée à leur libre-échangeisme et au dynamisme de leurs entreprises exportatrices, mais aussi, au mépris de la réalité, à la non-intervention de l'État.** Cette vague de libéralisme atteint des pays ex-socialistes ayant appartenu au bloc soviétique et des pays qui se réclament encore du socialisme, telles l'Inde ou la Chine. Elle provoque dans de nombreux pays (Maroc, Argentine...) des soulèvements de populations privées des maigres avantages sociaux dont elles bénéficiaient, comme des prix garantis pour les produits de première nécessité. Ces mouvements sociaux ont parfois dérivé vers des révolutions (Tunisie, 2011).

## LA « THÉRAPIE DE CHOC » DES P.A.S. : L'EXEMPLE DE LA RUSSIE

Dans *La Grande Désillusion* (2002), pour illustrer sa critique de la politique désastreuse des institutions internationales, **Joseph Stiglitz prend l'exemple de la transition russe accomplie dans le cadre des politiques d'ajustement structurel du FMI :**

*« Les premières erreurs ont été commises presque immédiatement, dès le début de la transition. En 1992, dans l'enthousiasme du passage à l'économie de marché, la plupart des prix ont été libérés du jour au lendemain. Cette décision a déclenché une inflation qui a englouti toute l'épargne, et fait de la macrostabilité le problème numéro un. Chacun comprenait qu'avec l'hyperinflation (une inflation mensuelle à deux chiffres), il serait difficile de réussir la transition. C'est ainsi que le premier pas de la thérapie de choc – la libération instantanée des prix – a imposé le second : la lutte acharnée contre l'inflation. Elle exigeait un durcissement de la politique monétaire : la hausse des taux d'intérêt. [...] La libéralisation et la stabilisation étaient deux des trois piliers de la stratégie de réforme radicale du FMI. Le troisième était la privatisation rapide, mais les deux premiers lui ont fait obstacle. La terrible inflation initiale avait englouti l'épargne de la plupart des Russes : ils n'étaient donc plus assez nombreux à disposer de l'argent nécessaire pour acheter les entreprises qu'on privatisait.»*

## LE SECTEUR INFORMEL : PROBLÈME OU SOLUTION ?

**L'économie informelle** englobe les actes économiques marchands qui échappent aux normes légales, fiscales, sociales ou statistiques. Il est toutefois possible d'évaluer la part des activités qui échappe au secteur officiel, et surtout leur apport à la croissance et au développement des PED. Là encore il y a débat : pour certains, le développement du secteur informel dans les années 80 traduit la crise du développement dans les PED, alors que d'autres y voient une adaptation d'économies en renouveau, source d'emploi et d'activité.

La première analyse voit dans le secteur informel une **économie de survie**, aussi bien pour ceux qui la pratiquent que pour les exclus qui ne peuvent accéder aux circuits officiels. Elle permet de compenser la baisse du revenu observée durant les années 80 et amortit le choc de l'exode rural et de la réduction des effectifs de la fonction publique. L'épargne informelle (système de la tontine) se substitue à l'absence de financements, polarisés par les grands investissements.

L'approche néoclassique standard repose sur le principe d'allocation optimale des ressources par des agents considérés comme rationnels. Les coûts sont déterminés par la disponibilité des facteurs de production et par l'efficacité de la combinaison productive. Certains travaux (H. De Soto) préconisent une réduction du cadre « officiel » de l'économie dans une logique de déréglementation généralisée, de façon à favoriser l'éclosion des activités en éliminant les rentes de situation. Ce « programme » rejoint les préconisations du FMI et de la Banque mondiale dans le cadre des politiques d'ajustement structurel.

Très répandue en Afrique, la tontine est une association collective d'épargne qui réunit des épargnants en vue d'un investissement commun. Les fonds sont octroyés aux membres sous forme de crédit. Les taux élevés enrichissent la tontine, ce qui permet de financer des projets plus importants.

# LES DIFFICULTÉS DE L'ACCUMULATION DANS LES PED

L'économiste péruvien, **Hernando de Soto**, dans *Le mystère du capital*, souligne l'**erreur commune aux diverses théories de la croissance exogène (Solow) ou endogène (Romer, Barro, Lucas, Aghion, Howitt, etc.)** : elles s'accordent sur le fait qu'il s'agit d'un **processus d'accumulation** — de capital, de capital humain, de savoir, de biens publics productifs, etc. — ; mais **elles oublient les institutions qui permettent cette accumulation**. En effet, l'accumulation ne résulte pas du seul désir d'accumuler, c'est-à-dire d'un « horizon temporel long » et d'une « faible préférence pour le présent » (selon la théorie néoclassique). La condition essentielle pour qui veut innover, investir, produire et viser la performance, c'est de pouvoir en conserver le bénéfice personnel.

Or, les pays aujourd'hui peu développés, comme l'Occident avant son essor, sont caractérisés par :

- 1) des droits de propriété trop collectifs, trop flous ou/et trop précaires ;**
- 2) des coûts de transaction élevés** : les pots de vin, la lenteur des démarches administratives, l'incertitude quant aux prix (dans le « marchandage », technique de négociation universelle dans l'économie informelle, les gigantesques marges des intermédiaires viennent de l'absence totale d'informations que subissent collectivement les acheteurs).

# LE BON COMPORTEMENT POUR PROMOUVOIR LA CROISSANCE

## Consensus de Washington (John Williamson, 1989)

1. Discipline budgétaire
2. Réorientation des dépenses publiques
3. Réforme fiscale
4. Libéralisation des taux d'intérêt
5. Taux de change concurrentiels et unifiés
6. Libéralisation des échanges
7. Ouverture aux IDE
8. Privatisation
9. Déréglementation
10. Garantie des droits de propriété

## Consensus de Washington « seconde génération » (Dani Rodrick, 2003)

1. Gouvernance
2. Lutte contre la corruption
3. Flexibilité du marché du travail
4. Adhésion aux principes de l'OMC
5. Adhésion aux codes financiers internationaux
6. Ouverture « prudente » du compte de capital
7. Régimes de change non intermédiaires
8. Banque centrale indépendante → objectif d'inflation
9. Filets sociaux de sécurité
10. Objectif de réduction de la pauvreté

## 3.2.

## LA RÉHABILITATION DE L'ÉTAT ?

La théorie classique du commerce international insiste sur le libre jeu du marché qui, en favorisant la meilleure allocation des ressources, permet à chaque pays de s'insérer dans le jeu de l'échange et, ainsi, d'accéder au développement. Pourtant, certains économistes remettent en cause cette vision très libérale : selon eux, l'État joue un rôle essentiel par son action sur les facteurs institutionnels non-économiques. Pour d'autres, il permet l'accumulation des externalités positives qui favorisent la croissance.



# MYRDAL : LES « EFFETS DE REMOUS » AMPLIFIENT LES DÉSÉQUILIBRES

**Gunnar Myrdal**, qui a travaillé sur l'Asie du Sud dans les années 1950-1960, constate que **le libre jeu du marché dans les PED éloigne l'économie de l'équilibre : les « effets de remous », amplifient les déséquilibres** (la croissance appelle la croissance et la pauvreté la pauvreté), et l'emportent sur les « effets de propagation », qui eux permettent de diffuser la croissance des secteurs riches vers les plus pauvres. Les inégalités se polarisent donc à l'intérieur du pays.

De plus, ces « effets de remous » sont entretenus par les institutions traditionnelles féodales des PED (structures sociales archaïques telles les castes...). Se manifeste selon lui une « causalité circulatoire » : **les inégalités issues du libre jeu du marché sont amplifiées par ces institutions inégalitaires**, les « effets de remous » augmentent, ce qui accentue les inégalités.

Le concept de « causalité circulatoire » implique que **le sous-développement n'est pas seulement le fait des structures économiques mais aussi celui des facteurs institutionnels** non-économiques des PED. Pionnier des analyses institutionnalistes du sous-développement, **Myrdal prône l'intervention de l'État dans les PED pour encadrer le libre jeu du marché** et la nécessité de l'avènement d'un État-providence dans ces pays pour y réduire les inégalités, en favorisant les « effets de propagation » par une redistribution volontariste.

# L'OPTIMISME EXCESSIF DES TENANTS D'UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Mais d'autres explications existent, plus adaptées aux pays en développement. On a sans doute **surestimé la capacité des transformations économiques à entraîner le développement**. Négligeant les blocages culturels, **on a misé sur une universalité du modèle occidental d'accumulation capitaliste** qui n'existe pas. On peut rappeler, pour illustration, l'étonnement de Pierre Bourdieu dans l'Algérie des années 60, quand il s'aperçoit que les paysans vendent leurs moutons au printemps, au moment où ceux-ci sont les plus maigres. L'explication tient tout simplement à la nécessité de financer les dots et les cérémonies de mariage qui ont lieu à ce moment de l'année : les industries industrialisantes ne sont pas parvenues à transformer le paysan de Kabylie en *homo oeconomicus*...

La seconde erreur a consisté à **négliger la dimension historique de la formation des États modernes, construits sur le modèle légal rationnel**. Ce qui a nécessité plusieurs siècles en Europe ne pouvait se réaliser en quelques années en Afrique. On ne peut s'étonner que, bien souvent, l'appareil d'État ait été confisqué au service d'un clan, d'une ethnie ou d'une bureaucratie.

## VERS UN RETOUR DE L'ÉTAT ?

Il est trop tôt pour tirer un bilan historique de cette période, mais la crise mexicaine de 1984 et la crise asiatique de 1997, l'enfoncement dans le sous-développement de l'Afrique ou la récession de la Russie à la fin des années 90 ne permettent pas d'être optimistes sur la poursuite de cette orientation. Sous-investissement dans les infrastructures collectives, croissance des inégalités et de la misère et, surtout, forte dépendance à l'environnement international : tout concourt dès lors à une relégitimation du rôle de l'État.

Les derniers rapports de la Banque mondiale sont devenus plus mesurés sur le « tout-marché ». Ses économistes, observant les transformations de l'économie russe, reconnaissent que **l'État a une responsabilité majeure dans la construction des institutions nécessaires à l'épanouissement du marché** : une monnaie stable, un régime de droit fiable, un minimum d'infrastructures, la protection des plus vulnérables... Ils retrouvent par-là les conclusions de Karl Polanyi (*La grande transformation*, 1944) sur l'émergence du capitalisme au XIXe siècle.

Par ailleurs, la comparaison entre d'une part, les effets sociaux très lourds de la transition brutale vers l'économie de marché qu'a connue la Russie appliquant les recettes libérales du FMI, et d'autre part l'ouverture maîtrisée de l'économie chinoise, largement encadrée par l'État, ne plaide pas en faveur du « tout marché ».

# EXTERNALITÉS POSITIVES : LE RÔLE ESSENTIEL DE L'ÉTAT

**Les néo-institutionnalistes**, comme **Douglass C. North** (prix Nobel en 1993), **montrent à quel point les aménagements institutionnels sont favorables au développement** : ils permettent d'abaisser les coûts de transaction et déterminent le mode d'appropriation des bénéfices de la croissance. L'innovation, l'éducation, l'accumulation du capital sont reléguées au rang de conséquences de ce processus.

À l'inverse, **pour les théories de la croissance endogène** (Robert Lucas, Paul Romer), **le progrès technique, le capital humain, les infrastructures, de par les externalités positives qui résultent de leur accumulation, sont des causes essentielles**. Ces facteurs s'avèrent d'autant plus efficaces dans les pays en développement que ceux-ci usent d'une technologie et de connaissances importées, et qu'ils sont pris dans une trappe à pauvreté qui bloque tout processus d'innovation et d'accumulation. Parce que leur rentabilité est faible, le rôle de l'État dans leur accumulation est alors essentiel.

# Une conception du développement fondé sur l'innovation institutionnelle

*Fin des années 1990*



*Début du XXIe siècle*

<b>Crise du consensus de Washington</b>	<b>État et marché : une complémentarité au sein d'arrangements institutionnels variés</b>
<b>1. Instabilité ou crises politiques</b>	<b>1. Re-légitimation de l'État</b>
<b>2. Chômage / croissance des inégalités, conséquences des ajustements de marché</b>	<b>2. Marché : régulation et allocation des ressources à court terme. État : gestion des biens sur lesquels pèsent de fortes asymétries d'information (travail, crédit, infrastructures)</b>
<b>3. Fragilité des institutions financières et sociales.</b>	<b>3. Favoriser les arrangements institutionnels et l'organisation des acteurs</b>
<b>4. Sous-investissement dans les infrastructures collectives</b>	<b>4. Le secteur public assure la cohésion sociale et les infrastructures collectives</b>
<b>5. Forte dépendance par rapport à l'environnement international</b>	<b>5. Équilibre entre besoins domestiques et compétitivité extérieure</b>
<b>6. Déstabilisation des régimes de croissance par les mouvements de capitaux</b>	<b>6. Ouverture différenciée en fonction des objectifs nationaux et des secteurs d'activité</b>

Source : R. Boyer (2001)

	L'ouverture économique comme moteur du développement	Le choix du développement autocentré
	Rostow : nécessité de multiplier le taux d'investissement.	Arghiri Emmanuel : échange inégal + Prebisch & Singer : dégradation des termes de l'échange. Samir Amin : « déconnexion ».
	Hirschman : croissance polarisée Rosenstein-Rodan : <i>Big Push</i>	Myrdal : protectionnisme (cf. List)
	Ricardo → HOS (spécialisation)	
	Arthur Lewis : l'aide au développement permet de briser le cercle vicieux de pauvreté.	